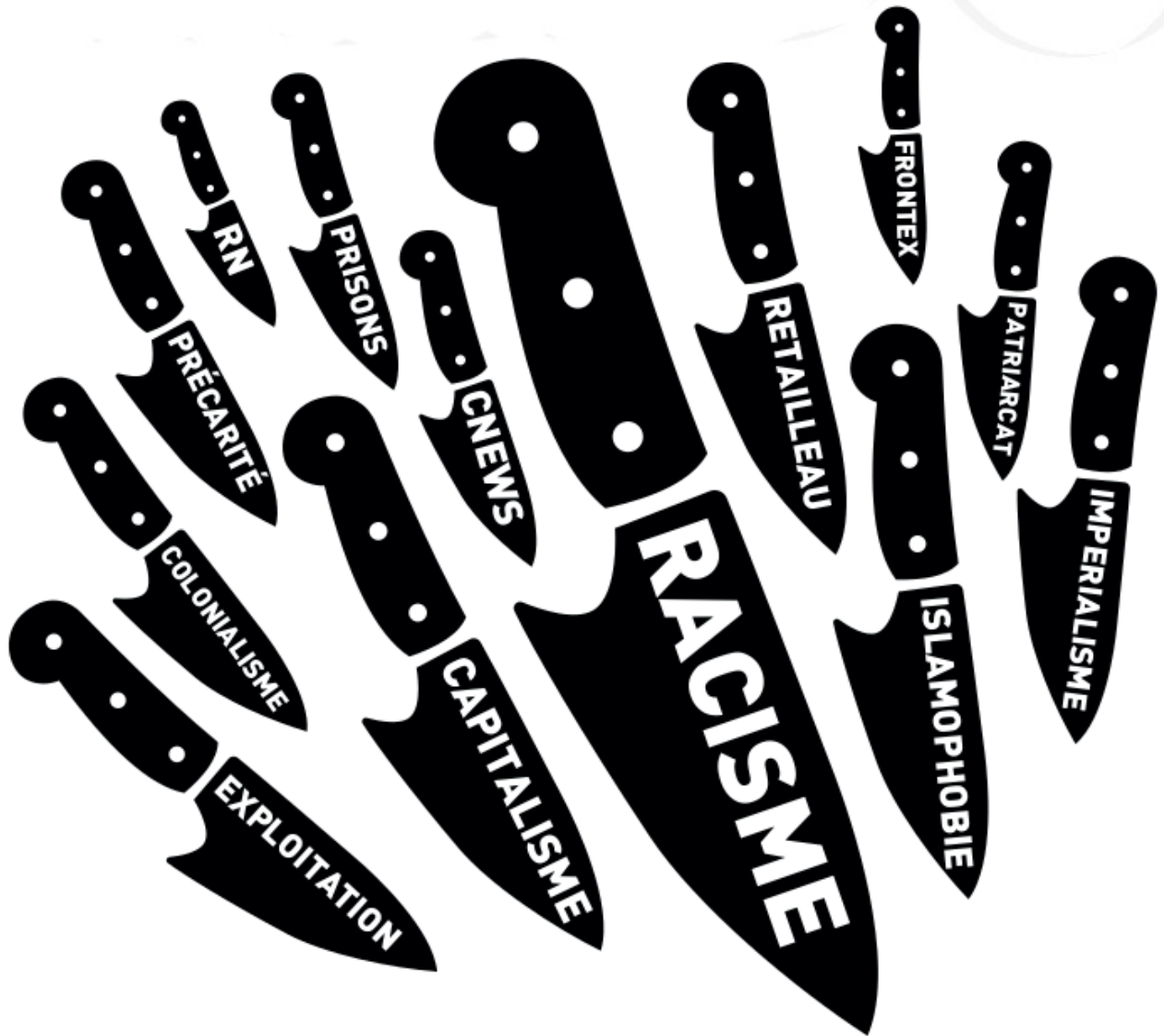


LES CAHIERS 17

D'AUTONOMIE DE CLASSE A2C | JUIN 2025

STRATÉGIES POUR LA RÉVOLUTION



ABOUBAKAR CISSÉ:

**57 RAISONS
DE RENVERSER
LE SYSTÈME**

ABOUBAKAR : AU MOINS 57 RAISONS DE RENVERSER LE SYSTÈME



Rassemblement en hommage à Aboubakar Cissé et contre l'islamophobie, Paris, 1er mai 2025

Aboubakar Cissé, 22 ans, a été assassiné de 57 coups de couteau, samedi 25 avril, dans la mosquée de La Grand-Combe dans le Gard. Sa famille a réclamé que la justice considère ce crime comme « attentat terroriste » et insisté sur le racisme et l'islamophobie qui ont motivé l'assassin. Nous réclamons la justice et la vérité à leurs côtés et aux côtés de toutes celles et ceux nombreux·x·se·s qui, à travers les rassemblements et manifestations qui ont suivi, ont démontré par leurs hommages et leur colère, la volonté d'un nombre grandissant de personnes de s'organiser pour ne plus reculer.

Mais la justice et la vérité ne seront pas entières avec la seule condamnation de celui qui a donné les coups de couteau. Il y a d'autres coupables : les hommes, les femmes et les organisations qui développent les discours et passent les lois qui font des musulman·e·s, des immigré·e·s avec ou sans-papiers des menaces pour la société, des dangers à combattre, des cibles à abattre.

Retailleau, Darmanin, Valls, ... coupables et commanditaires

Une partie d'entre eux et elles était réunie à Paris mercredi 26 mars au Dôme de Paris dans une soirée intitulée « Pour la République, la France contre l'islamisme ! », comprendre « soirée « républicaine » contre les musulmans et les Palestiniens »¹ organisée par des sionistes, des racistes, un milliardaire catholique intégriste d'extrême droite en présence de 2 ministres du gouvernement, Valls et Retailleau. Ce dernier terminant son discours par « À bas le voile ! ». Ceux-là, accompagnés de Darmanin et d'autres ne sont pas juste coupables, ce sont aussi les vrais commanditaires, tant chacun d'entre eux emploie toute son énergie à imprimer dans la tête de tou-te-s que le problème dans la société ne serait pas les inégalités, mais plutôt les personnes comme Aboubakar Cissé, musulman, immigré et sans-papiers. C'est le sens du rapport contre les Frères Musulmans de Darmanin et de sa récupération actuelle par Retailleau pour justifier les prochaines attaques de l'État contre les musulman·e·s.



Cortège d'Urgence Palestine lors de la manifestation contre l'islamophobie du 11 mai, Paris

L'État va continuer de répondre par la répression et l'autoritarisme. Les menaces de dissolution visant Urgence Palestine et la Jeune Garde révèlent une volonté claire : désarmer politiquement toute opposition antiraciste de classe, toute solidarité internationale. Cette stratégie vise à isoler, réprimer et diviser les forces sociales susceptibles de riposter au pouvoir ici de mener leurs guerres là-bas.

Pour toutes ces raisons, la faible implication des grandes organisations politiques, en dehors de LFI, et syndicales sur le front antiraciste est alarmante. Rappelons-nous les conséquences de l'absence de mobilisation quand Darmanin avait dissous le CCIF en 2021 : elle préparait les dissolutions à l'œuvre aujourd'hui. C'est pourquoi la riposte dès maintenant la plus massive possible est indispensable : il nous faut organiser la solidarité partout et notamment autour des mosquées pour empêcher les attaques islamophobes de demain.

L'idée que le pouvoir se construit par en bas (...) est à rebours de tout ce qui domine dans le champ politique

Une autre politique que les directions traditionnelles du mouvement

Partout dans le pays, de très nombreuses sections ou groupes d'une ville, d'un département, d'une région, des différentes grandes organisations politiques et syndicales participent activement à organiser la lutte contre le racisme et pour l'égalité des droits, contre le fascisme, en solidarité avec la Palestine, très souvent sur des bases beaucoup plus affirmées que leurs directions.

Dans une situation où nous allons devoir de plus en plus organiser nos mobilisations à une échelle nationale pour atteindre le rapport de force requis, la critique des directions syndicales et politiques actuelles continuera d'être nécessaire mais deviendra néanmoins de plus en plus insuffisante. Il nous faut aller plus loin et se poser la question de savoir comment le mouvement par en bas peut imposer une autre politique en se donnant les moyens de mener des tests à des

échelles suffisantes pour incarner une alternative stratégique crédible.

Cette tâche est en réalité double : la capacité de cette autre politique à émerger dépendra de l'ampleur du mouvement et inversement l'ampleur du mouvement dépendra de la politique qui en aura émergé. Dit autrement, il nous faut construire et encourager l'émergence de réseaux d'activistes, de collectifs, de sections syndicales etc qui soient à même de proposer des stratégies alternatives aux directions politiques et syndicales actuelles mais aussi de convaincre un maximum de personnes sur ces bases.

Or l'idée que le pouvoir se construit par en bas, dans l'action, dans la confiance dans nos

propres forces, dans l'élaboration de stratégies pour gagner, est à rebours de tout ce qui domine le champ politique, et cela pèse sur la situation. Il va donc forcément y avoir des flux et des reflux importants et il nous faut garder des caps. Cette dernière séquence le démontre. Elle a été riche de mobilisations pour faire face aux attaques incessantes de la classe dirigeante. Que l'on pense au 8 mars et la démonstration de force face à Nous vivrons et Némésis ; au 22 mars historique contre le racisme et le fascisme ; au 1er mai parisien et son cortège antiraciste et anti-impérialiste plus massif que nombre de cortèges syndicaux : notre classe répond présente et est déterminée à se défendre. Pour autant, en dépit de nombreuses luttes vivantes et vaillantes, celles-ci sont restées fragmentées, sans continuité organisationnelle ni cadre politique commun. Bien que conséquentes, elles ne signifient pas une augmentation mécanique des capacités d'auto-organisation de notre classe : nous peinons à accumuler les forces suffisantes pour gagner.

Construire nos boussoles

Ce constat, loin d'être défaitiste, nous invite à se reposer les questions de stratégie. Et pour ce faire, nous considérons que le marxisme est une boussole. Loin d'être une doctrine figée, il nous aide à comprendre le monde pour le transformer. Il permet d'articuler l'analyse de classe avec les oppressions spécifiques et de penser la stratégie révolutionnaire non pas comme une stratégie à long terme mais comme un guide pour l'action dans le mouvement et pour le mouvement. Par ailleurs, pour nous qui pensons qu'une révolution est le soulèvement collectif et actif de millions d'entre nous et non le soutien passif à des « chefs », le partage permanent des expériences et des débats à l'échelle la plus importante possible afin de tirer les bilans de nos actions est indispensable à cette élaboration stratégique.

C'est donc sur ces bases que nous pensons important de débattre entre militant·e·s de syndicats, de collectifs, de réseaux de solidarité, etc. et que nous proposons un week end ouvert à toutes et tous le samedi 28 et le dimanche 29 juin à Paris : le festival Boussoles. Nous souhaitons y discuter des éléments saillants de la période politique dans laquelle nous nous trouvons et essayer de défaire les nœuds qui se posent à nous tou-te-s qui intervenons dans le mouvement : quel rôle le syndicalisme peut jouer dans la lutte contre les oppressions ou face à la guerre ? La grève est-elle encore un moyen efficace pour créer du rapport de force ? Doit-on faire avec l'État ou le détruire ? La classe ouvrière du Nord tire-t-elle profit de l'exploitation du Sud ? Quelles sont les spécificités de la lutte antifasciste ? Autant de questions et bien d'autres encore qui nous paraissent nécessaires à aborder ensemble afin d'élaborer ce qui nous permettra de gagner. Car la situation actuelle nous oblige plus que jamais.

Ce constat, loin d'être défaitiste, nous invite à se reposer les questions de stratégie.

Le génocide en Palestine qui continue, l'assassinat islamophobe d'Aboubakar Cissé, les attaques et présences répétées de fascistes contre les mobilisations et actions de notre camp, les lois et discours contre les immigré·e·s et les musulman·e·s,

la répression et l'autoritarisme de l'État, la course à l'armement, le développement du nationalisme, les

velléités guerrières qui ne cachent plus leur nom : l'affrontement entre les blocs de capitaux s'accélère chaque jour un peu plus et son dénouement ne sera jamais en notre faveur si nous ne parvenons pas à interrompre le cours de l'histoire.

Il y a urgence, c'est une certitude. Parce que les raisons de renverser le système se font de plus en plus graves et nombreuses, il nous faut nous organiser pour riposter à la situation actuelle et le faire de sorte à devenir plus fort·es pour les combats de demain : nous devons construire ce qui nous permettra de gagner in fine. Le chemin sera long et semé d'obstacles. Il nous faut donc, à chaque étape, façonner collectivement les pavés sur lesquels notre foule devra pouvoir passer, car notre nombre sera déterminant. Mais des pavés solides, sur lesquels nous ne nous tordrons pas les chevilles au 1er kilomètre parcouru ensemble.

Ce chemin est le seul que nous pouvons raisonnablement emprunter : celui de la révolution. En mémoire d'Aboubakar, pour nous tou-te-s, il nous faut tout renverser !

A2C

1- Lire le récit de cette soirée ici : <https://orientxxi.info/magazine/paris-une-soiree-republicaine-contre-les-musulmans-et-les-palestiniens,8144>

L'ÉCRITURE INCLUSIVE DANS LES CAHIERS D'A2C : POURQUOI ? COMMENT ?

La revue *Les Cahiers d'Autonomie de classe* est éditée par un groupe de militant·e·s révolutionnaires, A2C – Pour l'Autonomie de classe (voir le « Qui sommes-nous ? » en dernière page). Elle se veut le reflet de nos réflexions, de nos débats et de nos interventions. En tant que révolutionnaire, donc féministe, nous savons que la façon d'écrire est éminemment politique. L'écriture officielle, dominante, porte en elle les marques de la société patriarcale dont elle est le reflet. C'est pourquoi nous

utilisons une forme d'écriture inventée dans les mouvements féministes et largement diffusée dans nos milieux militants, et donc parmi notre lectorat, l'écriture dite inclusive.

Elle permet de remettre en cause les principes masculinistes de l'écriture dominante tout en étant facilement appréhendable par ceux à qui nous nous adressons, sans par ailleurs compliquer le travail de maquettage, indispensable à la production de toute publication. La forme que nous utilisons le plus souvent (le point médian) est celle qui nous

apparaît, jusqu'à maintenant, comme la plus juste et la plus lisible.

Pour autant, cela n'épuise pas tous les débats. Des camarades écrivent en utilisant d'autres formes, en particulier l'utilisation de « X » pour inclure l'existence de la non binarité dans l'écriture. C'est un débat que nous souhaitons approfondir, tant dans nos rencontres et réunions que dans *les Cahiers d'Autonomie de classe*. Ainsi ces camarades pourront exprimer leur point de vue dans des textes ou dans des encadrés comme celui-ci.

COURSE À LA GUERRE... COMMENT AGIR CONTRE LA GUERRE ET DANS NOTRE CLASSE ?

«Les dépenses militaires mondiales ont atteint 2 718 milliards de dollars en 2024, soit une augmentation de 9,4 % en termes réels par rapport à 2023. La plus forte hausse annuelle jamais enregistrée depuis au moins la fin de la guerre froide. Les dépenses militaires ont augmenté dans toutes les régions du monde, avec une hausse particulièrement rapide en Europe et au Moyen-Orient.»

Cet extrait du communiqué du 28 avril 2025 de l'ONG Stockholm International Peace Research Institute livre des données à même de se rendre compte de l'urgence.

Urgence à agir contre le génocide en Palestine.

Urgence à défendre partout où on milite qu'il ne faut plus un sou, plus une goutte de sang versée par les tensions entre puissances impérialistes en Ukraine, en Arménie, en Asie de l'Est ou du Sud Est.

Urgence à tester des stratégies de résistance dans le secteur de l'armement qui tient une place démesurée dans le développement du capitalisme français.

Urgence à argumenter contre toute forme d'unité nationale, urgence à analyser que l'impérialisme et le colonialisme français doivent être défaits sur tous les fronts.

Pour cette raison, il nous a semblé utile pour nos interventions militantes d'organiser des discussions, dont vous trouverez des présentations ici.

**Guerre et industrie d'armement :
travailleur·es et
syndicats complices ?**

Par Jad (Paris 18è)



**Les héritages des
mouvements antiguerre**

Par Juliette et Vincent (Marseille)



**Le capitalisme en France et
la place particulière du militaire**

Par Mathieu (Paris 20e)



Brochure impérialisme - Dispo sur notre site.

APRÈS LES MANIFESTATIONS DU 22 MARS

QUELLE STRATÉGIE CONTRE LE RACISME ?

Le 22 mars a été la mobilisation la plus forte jamais organisée en France autour de la journée internationale contre le racisme du 21 mars.

Qu'est-ce que ça nous dit ? Qu'est-ce que ça ouvre ?¹

Plus de 500 organisations, locales et nationales, ont appelé à manifester à l'appel de la Marche des Solidarités et des Collectifs de sans-papiers.

Des manifestations ont eu lieu dans au moins 200 villes et villages, dans les métropoles comme les campagnes.

Ces manifestations ont été, partout, beaucoup plus nombreuses que les années précédentes.

Il y a notamment eu 100 000 manifestant·es à Paris et des milliers à Marseille, Nantes, Rennes, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Nice, Grenoble, Lyon, St Etienne, Lille, Strasbourg...

Le 22 mars vient de montrer que cette construction du racisme n'a pas gangréné toute la société, qu'il est possible de mobiliser massivement contre le racisme et contre le fascisme.

ne font que refléter l'opinion populaire, répondre à une demande « d'en bas ».

C'est l'opposé qui est principalement vrai. Le racisme est une construction. Ce n'est pas seulement une construction historique, sur le long terme³. Il est aussi une construction conjoncturelle, au travers des politiques racistes de l'État, des

discours et faits divers diffusés ad-nauseum dans les médias dominants, des arguments repris de l'extrême droite jusqu'à la gauche contre l'immigration, contre les musulman·es.

Ce « racisme d'en haut »

a d'autant plus d'influence sur le « racisme d'en bas » qu'il devient légitimé par l'absence de riposte et de contre arguments sans concession.

Pas de fatalité : le combat est possible

Ce succès de la mobilisation² est un contre-argument à toutes celles et ceux qui disent que le racisme est une tendance dominante dans la société, une vague qui emporte tout, et que la politique des dominants et le discours des médias

Le 22 mars vient de montrer que cette construction du racisme n'a pas gangréné toute la société, qu'il est possible de mobiliser massivement contre le racisme et contre le fascisme.



La force du 22 mars est que le thème de la mobilisation était sans ambiguïté : contre le racisme et en solidarité avec les migrant·es mais aussi contre le fascisme (même si ce terme n'apparaissait pas dans un des deux appels).

Mais la possibilité du succès de la mobilisation du 22 mars était déjà présente dans les manifestations qui ont suivi la dissolution de

l'Assemblée cet été, à commencer par les 800 000 manifestant·es du 14 juin même si les mots d'ordre de ces manifestations n'étaient pas tournés explicitement contre le racisme et le fascisme. Elle était aussi présente dans le succès de la mobilisation du 8 mars et la volonté d'en chasser les fascistes et les sionistes d'extrême droite.

Aucune organisation de gauche ne peut aujourd'hui se cacher en prétextant que « les gens ne veulent pas se mobiliser contre le racisme ou contre le fascisme ». Le combat est possible : voulez-vous le mener ?

Pas seulement des nombres

Il serait stupide de nier la progression du racisme. C'est d'ailleurs cela qui rend crucial le développement d'une riposte. Le racisme n'est pas l'exclusivité des électeur·ices du RN. Par contre c'est la caractéristique commune des 11 millions qui ont voté RN aux dernières législatives. Le dernier rapport de la CNDH indique que 56 % des sondé·es (chiffres de 2023 en progression de 3 % en un an) pensent « qu'il y a trop d'immigrés en France »⁴.

Disons d'abord que cela signifie qu'il y a aussi des millions qui ne votent pas pour des partis racistes, ne pensent pas qu'il y a trop d'immigré·es en France. Disons ensuite que ces opinions ne sont pas figées. Au-delà des noyaux durs, les évolutions dans un sens peuvent être renversées dans l'autre. D'autant plus que ces opinions peuvent être très contradictoires. 52 % pensent aussi « qu'il faut que les étrangers aient les mêmes droits que les Français »⁵.

L'élément déterminant n'est pas tant le débat « rationnel ». Mais l'activité.

Après 2001 et la destruction des tours jumelles à New York, la guerre contre l'Afghanistan puis contre l'Irak fut justifiée par la théorie de « la guerre des civilisations ». Guerre entre l'Occident – blanc et chrétien – censé être libéral et démocratique et l'Orient – arabe et musulman – présenté comme barbare.

Le 15 février 2003 a eu lieu la mobilisation contre la guerre qui, à ce jour, reste la mobilisation record de l'histoire de l'humanité⁶. Le *New York Times* déclare « qu'il existe désormais deux superpuissances sur la planète, les Etats-Unis et l'opinion publique mondiale ». Pour des millions, la vision raciste de la guerre de civilisation fut remplacée par celle d'une guerre entre l'impérialisme et les peuples du monde entier.

Aucune organisation de gauche ne peut aujourd'hui se cacher en prétextant que « les gens ne veulent pas se mobiliser contre le racisme ou contre le fascisme ». Le combat est possible : voulez-vous le mener ?

Il y a donc une différence essentielle de nature entre les millions de voix dans l'isoloir, les sondages au téléphone, les idées exprimées derrière un écran et les centaines de milliers de cet été, du 8 et du 22 mars. Les premier·es sont des individus atomisés, fragmentés. Les second sont une force collective susceptible d'agir et de donner à voir une autre réalité que celle présentée par les discours dominants.

Un des aspects qui a permis ce succès a été la décision prise par la France Insoumise mi-février d'en faire une échéance nationale et centrale après la nomination du gouvernement Bayrou. Au travers des interventions systématiques de ses député·es dans les médias, de l'audience de ses réseaux sociaux et aussi de la confiance ainsi donnée à ses soutiens, la participation de la France Insoumise à la mobilisation aux côtés de la Marche des Solidarités a joué un rôle déterminant dans le succès des manifestations.

On doit préciser la signification politique de ce soutien. Après les élections de l'été dernier, la France Insoumise avait participé à diffuser l'illusion institutionnelle (à la fois l'illusion de la possibilité d'un gouvernement « de gauche » et l'illusion de ce gouvernement comme une solution).

La nomination de Bayrou et de son gouvernement et l'échec de la censure, ont mis – temporairement – fin à la possibilité même de l'illusion ouvrant à la décision de faire appel à la rue.

La Marche des Solidarités et les collectifs de sans-papiers ont immédiatement réagi positivement. Ce ne sera pas le cas de toutes les forces impliquées.

Manifestations pas suffisantes : l'alliance avec la CGT

Aussi essentielles soient-elles, les manifestations ne suffisent pas. C'est ce qu'a démontré le mouvement des retraites de 2023.

Au sein de la Marche des Solidarités nous avons toujours argumenté sur l'importance des syndicats. Parce que ce sont les principales organisations de masse. La CGT a 600 000 membres. Mais surtout parce que leur organisation sur les lieux de travail donne un pouvoir que n'a aucun autre front. Imaginez ce qu'une grève des travailleurs et travailleuses dans l'aviation aurait comme pouvoir pour arrêter les expulsions, une grève de l'éducation pour le droit des jeunes mineurs, une grève des travailleurs du bâtiment pour la régularisation de leurs collègues sans-papiers...

En octobre dernier, la CGT a demandé à rencontrer une délégation de la Marche des Solidarités pour proposer de participer à la mobilisation autour du 18 décembre (Journée Internationale des Migrant·es).

La CGT pensait alors que le gouvernement Barnier allait tenir quelque temps avec le soutien, temporaire, du RN. Dans ces conditions il ne pouvait exister la moindre marge de négociation sur le terrain du racisme et de la régularisation des sans-papiers. Y compris pour la CGT.

La CGT a indiqué alors vouloir organiser une vague de grèves pour les papiers au premier trimestre 2025. Cela nécessitait un rapport de force allant au-delà de la CGT ainsi que la nécessité de gagner le soutien d'une partie importante de l'opinion.

Pour la Marche des Solidarités restaient ouverts un certain nombre de débats sur les modalités de cette vague de lutte: le mouvement de grève devait être ouvert au-delà des structures de la CGT. La discussion devait aussi porter sur l'implication dans la grève des travailleurs et travailleuses « avec » papiers.

Par ailleurs, la porte que pouvait ainsi ouvrir cette vague devait être poussée le plus largement possible. En même temps que les grèves pour la régularisation devaient se lancer d'autres formes de luttes permettant de relayer les revendications des jeunes mineur-es isolé-es en lutte, la lutte dans les écoles, contre les centres de rétention, etc...

Mais décision fut prise au sein de la Marche de relever le défi et saisir l'opportunité.

C'est ainsi que fut décidée une coopération active entre la Marche et la CGT dans la mobilisation autour de la journée du 18 décembre puis du 22 mars.

L'unité, moteur ou obstacle ?

L'unité est toujours présentée comme quelque chose de positif à gauche. Il est évident que notre classe étant diverse, l'unité est absolument nécessaire pour gagner. À condition que cette unité soit claire sur ses objectifs et permette l'action commune.

Officiellement, les manifestations du 22 mars ont été appelées par plusieurs cadres regroupant finalement presque tout ce que la gauche peut compter d'organisations syndicales, associatives et politiques.

Cette unité ne permet pas seulement de mettre en mouvement une multiplicité de réseaux et d'individus et de ressources diverses. Elle donne aussi confiance en propageant l'idée que, cette fois, ça pourrait compter.

Des mobilisations du 18 décembre au 22 mars, la Marche des Solidarités a défendu, en permanence, ce qui permettait cette unité la plus large.

Mais plus on avançait vers le 22 mars et plus la CGT et les organisations qui l'entouraient ont



Imaginez ce qu'une grève des travailleurs et travailleuses dans l'aviation aurait comme pouvoir pour arrêter les expulsions, une grève de l'éducation pour le droit des jeunes mineurs, une grève des travailleurs du bâtiment pour la régularisation de leurs collègues sans-papiers...

cherché à se différencier de l'appel unitaire : en décidant un appel spécifique puis une communication spécifique.

Dès janvier, lors d'une rencontre entre la CGT et la Marche, les représentant-es de la CGT ont commencé à être moins affirmatif-ves sur la perspective d'une vague de luttes.

La portée de cette différenciation est devenue claire quand la France Insoumise a décidé, mi-février, de s'impliquer dans la mobilisation pour le 22 mars.

Dès lors la CGT et la LDH, soutenues par des organisations comme SOS-Racisme, ont, de fait, abandonné clairement tout effort pour mobiliser pour le 22 mars, justifiant leur attentisme par la nécessité de clarifier les rapports avec la France Insoumise. D'abord prétextant les volontés hégémoniques de la FI. Puis, utilisant la polémique autour de

l'affiche contre Hanouna pour la dénoncer et refuser toute mobilisation commune.

Il faut donc le dire: officiellement la mobilisation est apparue comme regroupant un large spectre d'organisations. Elle a pu être vécue de cette manière dans de nombreux milieux et structures locales des organisations, donnant la confiance de se mobiliser, de prendre des initiatives de convergence, etc.

Dans la réalité un certain nombre de forces (je parle là des directions nationales, celles notamment de la CGT et de la LDH) n'ont construit que marginalement la mobilisation concrète⁷. Par certains aspects, elles ont mis des obstacles à cette mobilisation.

Cela ne nous amène pas à remettre en question la nécessité de l'unité et de l'implication des syndicats. Au contraire, nous en déduisons que la mobilisation aurait pu être encore plus puissante. Et que nous devons comprendre ce qui s'est joué pour pouvoir le dépasser.

Pourquoi ce changement de la CGT ?

La chute du gouvernement Barnier et les conditions de nomination du gouvernement Bayrou ont mis en lumière deux stratégies différentes à gauche qui ont des conséquences immédiates sur la lutte contre le racisme et en solidarité avec les migrant-es.

La France Insoumise en a conclu qu'il n'y avait plus – temporairement – de débouché

institutionnel. Et que la politique de Macron et Bayrou ouvrirait directement la voie au RN. La France Insoumise en a déduit qu'une alternative de gauche ne pouvait se construire (y compris électoralement) que sur la base d'une polarisation claire contre le racisme.

Pour la direction de la CGT, convergeant avec la LDH, SOS-Racisme... et le PS ou le PCF, la chute du gouvernement Barnier, par le Rassemblement National, a réactivé la politique du moindre mal qui était présente derrière les appels au vote pour Macron lors des dernières présidentielles ou les appels à voter pour les candidats de droite au second tour des législatives de cet été. Ces candidats, comme Darmanin, élus avec les voix de la gauche... pour faire aujourd'hui la politique du RN. Dans cette perspective, garantir la possibilité d'un nouveau front républicain avec une partie de la droite contre le RN, exige de mettre la pédale douce sur une possible polarisation anti-raciste et antifasciste.

Quelles suites/pistes

Tout, dans la politique de Retailleau, confirme qu'il n'y a pas de marge de négociation avec ce pouvoir. Que le seul langage qu'il peut entendre, la seule possibilité d'obtenir le moindre résultat, repose sur la confrontation et le rapport de forces.

Il est évident que le recul de la direction de la CGT a changé les possibilités ouvertes dans l'immédiat d'une lutte frontale contre le pouvoir. Sa position pourrait à nouveau changer. Mais nous ne devons pas attendre et en dépendre. Il faut que des syndicalistes s'engagent, argumentent pour entraîner leurs sections, se coordonnent dès maintenant.

Nous devons favoriser le développement d'organisations locales liées à la Marche des Solidarités, ville après ville, quartier après quartier, collectifs de sans-papiers, collectifs de quartiers.

C'est notamment essentiel pour riposter contre les tentatives d'expulsion, pour défendre les mosquées, pour empêcher les fascistes de s'implanter...

La coopération entre la France Insoumise et la Marche des Solidarités ne s'est pas arrêtée au 22 mars. Elle s'est poursuivie de manière positive dans la riposte à la tentative du RN de mobiliser ses troupes dans la rue le 6 avril en réaction à la condamnation de Marine Le Pen. Elle s'est aussi poursuivie dans la préparation des manifestations contre l'islamophobie du 11 mai. Cette coopération doit continuer tout en ouvrant aussi des débats.

Si un mouvement d'ensemble, une vague de luttes n'est pas immédiatement possible, cela ne signifie pas que nous devons nous contenter de développer nos organisations. Des initiatives doivent être prises pour cristalliser, y compris de manière partielle et limitée, la confrontation avec le pouvoir et obtenir des résultats concrets.

DENIS GODARD (PARIS 20E)

Photos : Felice Rosa 22/03/2025 Marseille

1—Il est important de spécifier d'où je parle. Je parle ici en tant que membre d'A2C sur la base de l'expérience de ma participation dans la mobilisation avec la Marche des Solidarités

2—Bien sûr ce succès est relatif si on considère les enjeux. Certains le relativisent. De manière intéressante quand nous n'étions que quelques milliers les autres années... Ils et elles n'éprouvaient pas le besoin d'en parler !

3—Le racisme a, dès l'origine, été construit pour justifier l'esclavage puis le colonialisme lors du développement du capitalisme. C'est, historiquement, qu'il est devenu structurel.

4—Commission nationale consultative des droits de l'homme. Voir sur le site de la CNCDH (cncdh.fr)

5—La contradiction persiste avec le chiffre précédent même si ce chiffre est, lui, en recul de 5% en un an (exprimant ainsi une dynamique qui va dans le même sens).

6—Avec des manifestations de masse sur tous les continents : <https://lanticapitaliste.org/opinions/histoire/15-fevrier-2003-la-plus-grande-manifestation-de-lhistoire>

7—Cela s'est traduit d'ailleurs par la taille de certains cortèges dans la manifestation parisienne : celui de la CGT — limité aux sans-papiers — étant même plus faible que le 14 décembre.



FASCISME EN TENSION

COMPRENDRE ET COMBATTRE LES FASCISTES AVEC GRAMSCI



« Lorsque les fascistes reviendront, ils auront le parapluie bien roulé sous le bras et le chapeau melon », prédisait Orwell après la défaite des fascismes historiques.

La chemise blanche a remplacé la chemise brune. Après 1945, le fascisme est tellement marqué du sceau de l'infamie que ceux qui s'en réclament toujours ont dû renouveler à la fois leur look et leurs méthodes pour sortir de la marginalité politique. Ainsi, le FN est pensé dès le départ comme une tentative de dédramatisation. Comme de nombreux mouvements similaires en Europe, il a opté pour la stratégie électorale, conscient, comme le disait un de ses idéologues, que si la flamme fasciste devait brûler à nouveau « elle ne pourrait brûler de la même manière parce que l'atmosphère a été profondément modifiée ».

Ce changement d'habits et de méthodes a berné une bonne partie de notre camp qui s'arrête à ce constat : contrairement aux fascismes historiques, le RN d'aujourd'hui n'est pas un mouvement de masse (bien qu'il revendique 100 000 adhérents) et ne dispose pas d'une milice. Beaucoup de militant·es en concluent que le RN ne serait donc pas fasciste mais simplement d'extrême-droite, c'est-à-dire plus raciste et autoritaire que les autres. Une différence de degré, donc, et non de nature. C'est un problème qui pourrait nous coûter cher car si on attend que le RN ait constitué un mouvement de masse pour le qualifier de fasciste et le combattre comme tel, il sera trop tard pour avoir raison.

Un détour par l'histoire et les écrits de Gramsci permet de comprendre que si le RN ne dispose pas de chemises noires, brunes ou bleues marine

aujourd'hui, cela ne veut pas nécessairement dire qu'il n'en aura pas demain. L'histoire du FN/RN comme celle de tous les partis fascistes est, en effet, marquée par des allers-retours entre recherche de respectabilité et radicalité. Ces partis oscillent entre l'un et l'autre en fonction des rapports de force internes, de leur stade de développement et d'éléments extérieurs (puissance du mouvement ouvrier, contexte économique et politique).

Les deux fascismes

L'idée d'une tension stratégique entre la matraque et la cravate est exposée dès 1921 dans un article de Gramsci intitulé *Les deux fascismes*. À l'époque, il explique que cette tension se cristallisait autour de deux pôles - le fascisme agraire incarné par les propriétaires terriens et le fascisme urbain porté par les petits-bourgeois des villes (petits commerçants et anciens combattants) - qui ont des motivations et des intérêts matériels différents mais qui sont réunis par l'anti-socialisme et la mise en mouvement radicale proposée par Mussolini. Gramsci raconte que la violence fasciste (expéditions punitives contre des villes socialistes menées par des armées de centaines voire milliers de chemises noires) finit par créer une retenue chez les petits bourgeois des villes. Ces derniers considèrent alors que la violence était utile au début pour neutraliser les socialistes² mais qu'elle risque désormais de

gêner leurs alliances électorales et de mécontenter les couches moyennes. Les fascistes ruraux, eux, ne veulent pas renoncer à la violence car ils en ont besoin pour surexploiter la paysannerie et mater ses révoltes³.

Gramsci prédit que cette tension pourrait être génératrice de scissions au sein du camp fasciste et qu'elle pourrait entraîner la création d'un parti qui porterait les idées fascistes sur le terrain parlementaire mais qu'elle ne fera pas cesser les violences du « fascisme véritable » dans la rue. Mussolini, par exemple, s'est engagé sur le terrain parlementaire tout en encourageant en sous-main le développement de milices violentes sur lesquelles il s'est appuyé pour arriver au pouvoir.

Globalement, le succès des fascismes italiens mais aussi allemands tient au fait que leurs dirigeants ont su faire tenir ensemble la matraque et la cravate en trouvant le bon dosage au bon moment.

En 1930 et en 1931, alors que le parti nazi, le NSDAP, s'est énormément développé, Hitler doit faire face à une autre crise. Les SA (chemises brunes), qui étaient déjà très puissantes (170 000 hommes en 1931) mais mal payées et impatientes de prendre le pouvoir, ont protesté contre les tentatives d'Hitler de gagner en respectabilité, notamment quand ce dernier a temporairement interdit les violences de rue. Elles ont alors occupé par deux fois le siège du parti nazi. Hitler s'en est sorti grâce à la diplomatie et à la purge de 500 d'entre eux, les plus radicaux.

Ensuite, en juillet 1932, le NSDAP devient le 1er parti d'Allemagne. Hitler refuse la proposition du Président de devenir vice-chancelier. Il joue la carte du tout ou rien (comme Bardella en 2024). Il doit faire face à de vives tensions internes. De nombreux cadres du parti sont, en effet, tentés d'accepter les propositions de coalition faites par les conservateurs. Ces tensions s'accroissent avec la contre-performance électorale de novembre 1932. Le NSDAP est alors en crise. Il n'a plus d'argent. Il reste le 1er parti d'Allemagne mais a perdu son élan alors, qu'à l'inverse, le KPD (parti communiste allemand) progresse. Le parti nazi est désormais au bord de l'implosion. Il est sauvé finalement par une partie des conservateurs qui nomment Hitler chancelier en pensant pouvoir le contrôler et damer le pion à des conservateurs concurrents.

Fascisme en tension au sein du FN

Le FN/RN n'a pas non plus échappé à ces tensions. Depuis sa création, il marche sur une instable ligne de crête. Pour se développer, les dirigeants du FN cherchent à dissimuler son attachement au projet fasciste et aux militants violents ainsi qu'à créer des ponts idéologiques et politiques avec la droite conservatrice. Mais plus ils se rapprochent du pouvoir, plus ils courent le risque de se ramollir et d'être dilués dans la droite conservatrice. Pour éviter cette dérive et la notabilisation du parti (le fait que ses élus soient prêts à renier leur projet politique pour garder leur place au chaud), le FN



La candidate RN de la 1ère circonscription du Calvados, Ludivine Daoudi, portant une casquette nazie.

Quand tout va bien, les tensions entre la cravate et la matraque sont mises sous le tapis... Mais elles resurgissent aux premières difficultés...

fait parfois le choix de la radicalité. C'est ce qui s'est passé dans les années 1980. Après les premières victoires électorales du FN, Jean-Marie Le Pen a choisi de durcir sa ligne en multipliant les « dérapages » racistes et homophobes qui étaient, en fait, tout à fait contrôlés. Le pari était que cela ferait peut-être fuir quelques personnes mais que cela ressoudait les troupes derrière le chef. Il prédisait aussi que les voix perdues seraient regagnées par la suite et de manière plus durable. Le pari s'est avéré gagnant. Le FN a réussi à fidéliser un électorat grossissant sur des bases ouvertement réactionnaires.

Cette radicalisation a aussi permis de donner des gages aux militants plus radicaux et violents dont le FN ne peut se passer car ils sont garants du projet fasciste, aussi bien d'un point de vue idéologique que pratique. En effet, le RN ne pourra mener à bout son projet que via la voie institutionnelle. Il devra aussi s'imposer dans la rue et mater les institutions bourgeoises. Et qui de mieux que des militants formés politiquement, amateurs de castagne et désireux de casser du gauchiste, du pédé et de l'arabe pour guider un mouvement de masse qui aurait pour but d'écraser tout ce qui fait obstacle au projet fasciste au moment où le

RN aura décidé de tomber le masque ?

C'est ainsi qu'apparaît le paradoxe du RN entre le fait qu'il ait des mots assez durs publiquement vis-à-vis des fachos violents ou ouvertement racistes et qu'il leur offre en sous main

des postes d'élus, d'assistants parlementaires, de chargés de communication et qu'il fait appel à eux pour leur service d'ordre. Il a besoin des radicaux pour que le parti n'oublie pas ses fondamentaux mais il ne peut pas pour autant leur laisser toute la place au risque de retomber dans la marginalité politique.

Les dérapages contrôlés de Le Pen

Depuis 2011 et l'intronisation de Marine Le Pen, la dynamique du FN (en progression constante dans les urnes) fait que la stratégie de la cravate est quasi incontestée, même parmi les cagoulés. Quand tout va bien, les tensions entre la cravate et la matraque sont mises sous le tapis. Mais elles resurgissent aux premières difficultés.

Pendant le mouvement social de 1995, le fait que la gauche soit de nouveau à l'offensive a fait

que le FN pouvait moins facilement apparaître comme un débouché crédible pour la colère. Dans ce contexte, et alors que Le Pen était déclaré inéligible (déjà!), le FN a traversé des turbulences. Comme c'est arrivé à de nombreuses reprises dans l'histoire du parti⁴, Le Pen a dû faire face à une tentative de débordement sur sa « gauche ». Mégret et la plupart des cadres, peu convaincus par la ligne radicale de Le Pen, proposent de nouer des alliances avec la droite pour accéder au pouvoir. Jean-Marie Le Pen résout la crise en excluant et en humiliant Mégret et ses lieutenants du parti et en maintenant sa ligne radicale. Le parti était affaibli mais l'autorité du chef était réaffirmée. Trois ans plus tard, le FN était au 2ème tour de l'élection présidentielle tandis que le parti de Mégret tombait dans les oubliettes.

Avec l'inéligibilité potentielle de Marine Le Pen, une nouvelle période de crise s'ouvre et avec elle, les tensions stratégiques mises sous le tapis refont surface. On l'a vu juste après l'annonce de l'inéligibilité. Certains cadres appelaient à des manifestations partout et avaient un discours public assez véhément contre les institutions et en appelant à la résistance populaire. Mais la ligne respectable l'a temporairement emporté et la colère qu'ils avaient eux-mêmes attisée a été vite canalisée. Pas de manifestation en région mais un seul rassemblement à Paris, pour éviter tout débordement. La direction du parti aurait même préféré un meeting dans une salle pour limiter le risque de violences mais il n'y en avait pas d'assez grande de disponible en aussi peu de temps, c'est donc par défaut qu'ils ont organisé la 1ère mobilisation dans l'espace public du RN depuis des années.

Profiter des crises

Les partis fascistes revoient leurs stratégies en fonction des crises qu'ils traversent ou que traverse la société. Et sous certaines conditions (aggravation des crises économiques et politiques, poussée révolutionnaire, perte de vitesse électorale ou au contraire accession au pouvoir), les fascistes pourraient de nouveau chercher à construire un mouvement de masse et être soutenus dans cette entreprise par la bourgeoisie. Le meilleur moyen de s'assurer que les fascistes ne parviennent pas à leurs fins (c'est-à-dire notre fin), c'est de tuer leur mouvement dans l'œuf. L'œuf est déjà bien gros. L'analyse de Gramsci nous est utile, à la fois, pour ne pas baisser la garde et garder en tête que les fascistes portent plusieurs costumes mais elle nous donne aussi des pistes pour les attaquer en profitant de leurs contradictions. Gramsci nous invitait déjà en 1921 à "profiter de la période de calme relatif provoquée par les dissensions internes des bandes fascistes".

Sauf qu'en Allemagne et en Italie, le mouvement ouvrier n'a jamais profité de ces crises. En Italie, les socialistes exhortaient à l'inaction face

aux fascistes (« *Restez dans vos maisons ; ne répondez pas aux provocations. Même le silence, même la lâcheté sont parfois héroïques* », disait un dirigeant et se concentraient sur l'opposition parlementaire en allant jusqu'à signer avec eux un pacte de non-agression. En Allemagne, les communistes sous-estimaient le danger fasciste et combattaient les socialistes avec autant de hargne que les fascistes. Les socialistes, eux, comptaient juste sur la voie institutionnelle pour stopper les nazis. Aucun d'eux n'a su tirer profit des crises, parfois profondes, qu'ont pourtant traversées les partis fascistes.

Nous avons la possibilité de ne pas reproduire les mêmes erreurs à condition de bien cerner la menace et de la traiter en conséquence. Le retour d'un mouvement de masse fasciste incarné par le RN et sa galaxie est une option à considérer sérieusement. Pour l'instant le RN est fort dans les urnes et les médias mais la présence des fachos dans la rue, bien que menaçante et croissante, reste groupusculaire.

Leur ascension est résistible à condition de faire les bons choix. Nous devons créer un mouvement antifasciste de masse, suffisamment nombreux pour empêcher (ou à minima perturber) toute apparition publique des fachos car chacune d'elle contribue à la fois à banaliser leur présence et leur permet de recruter des militants. Nous ne devons pas les laisser traduire leur puissance médiatique et institutionnelle en puissance militante. Seule l'unité d'action de tout notre camp contre les fascistes peut nous permettre d'y parvenir. Nous devons aussi, rediaboliser le RN car leur progression s'appuie en grande partie sur sa stratégie de respectabilité. En montrant son vrai visage, nous fragiliserons le bloc fasciste qu'ils construisent en compliquant leurs alliances avec la droite conservatrice et en les empêchant de recruter de

nouveaux électeurs et militant-es. Au lendemain du départ de Mégret, le FN était au fond du trou mais Ras l'Front et le reste du mouvement antifasciste ne lui ont pas porté le coup de grâce. Groupons nos forces et, cette fois-ci, finissons le travail.



Seule l'unité d'action de tout notre camp contre les fascistes peut nous permettre d'y parvenir.

MANU (SAINT-BRIEUC)

Lino-gravure : Hadrien Illustration

- 1—Organisation d'Armée Secrète est une organisation politique fasciste qui menait un combat contre l'indépendance algérienne dès 1961.
- 2—Ils sont passés de lutte de classe à collaboration de classe quand la moitié d'entre eux ont accepté de créer une coalition avec la droite et ont signé un pacte de pacification avec les fascistes.
- 3—Un travail serait à mener sur les assises matérielles contemporaines des divergences stratégiques entre les partisans de la cravate et de la cagoule.
- 4—<https://www.quefaire.lautre.net/La-crise-d-un-parti-fasciste>

RETOUR SUR LE 7 ET 8 MARS :

VERS LA CONSTRUCTION D'UN FRONT FEMINISTE ANTISIONISTE ET ANTIFASCISTE ?

Un plan de bataille construit progressivement pour exclure les collectifs sionistes et fascistes de nos manifs.



A l'origine de l'initiative : la participation de 2 collectifs - Nemesis fasciste et Nous Vivrons, organisation sioniste - à la manifestation féministe du 23 novembre à Paris. Ils ont pu défiler sur tout le trajet sans réaction unitaire de la part de la manifestation. Seules une trentaine de personnes sont allées voir les cortèges pour alerter, et ont essayé de scander des slogans à leur passage place de la République

Cela a fait prendre conscience à de nombreux·ses militant·es de l'urgence à agir pour ne plus que cela se reproduise, notamment lors de l'échéance féministe suivante : le 8 mars. L'année précédente, la majorité des organisations avait accepté la participation de Nous Vivrons. Il y a donc eu au départ des hésitations : faut-il boycotter la manif ? Organiser une action ? S'adresser aux organisations qui préparent la manifestation du 8 mars ? C'est ce dernier choix qui va être fait. C'est à partir de militantes impliquées dans Urgence Palestine et Samidoun que, fin janvier, on décide de monter un groupe de travail pour préparer cette échéance avec l'objectif de faire que Nemesis et Nous Vivrons ne soient pas dans la manif.

Ça nous paraissait important de casser la légitimité que ces organisations se construisaient en étant acceptées dans nos manif. Par exemple, Nemesis, interrogée à la BBC pour parler du procès Pelicot en tant qu'organisation féministe, s'est

appuyée sur sa participation à la manifestation du 23 novembre. Cela traduit leur stratégie, qui est de vouloir prendre l'hégémonie sur le mouvement. La riposte à ce groupe fasciste pouvait être immédiate, dans le sens où on s'attendait à ce qu'il participe à la manifestation du 8 mars. Elle devait être immédiate, car les laisser manifester à nouveau allait nous affaiblir durablement dans le combat contre le développement du fascisme. Et elle pouvait également être massive, puisqu'une telle manifestation rassemble des dizaines de milliers de personnes. Notre intention était donc de convaincre le plus largement possible pour que la riposte antifasciste et antisioniste soit massive.

Comment a-t-on procédé ?

Notre intention était de s'adresser à toutes les organisations qui participent au 8 mars (pas seulement les organisations féministes), mais au-delà, à toutes les personnes susceptibles d'être présentes à la manifestation.

Cela a donné lieu à deux textes discutés collectivement : un appel et un argumentaire. Le premier, l'appel « *Le 8 mars on arrête tout, surtout les fascistes et les sionistes !* », ne cherchait pas à attaquer les organisations féministes mais à les

Notre intention était de s'adresser à toutes les organisations qui participent au 8 mars [...] mais au-delà, à toutes les personnes susceptibles d'être présentes à la manifestation.

pousser à se positionner pour la manif à venir. Il a permis d'aller discuter et de regrouper les forces qui étaient d'accord sur l'importance de le faire.

On a écrit un argumentaire collectivement, pour nous donner de la force, aller chercher à convaincre chaque organisation et provoquer des discussions en leur sein. On a ouvert notre texte à signature pour concrétiser notre démarche. On s'est adressées à toutes les organisations, pas seulement à celles qui nous paraissaient les plus proches. Le fait d'être des militantes féministes sans être impliquées directement dans un cadre féministe a pu nous être reproché, mais cela constituait aussi l'avantage de nous mettre à distance des débats internes au mouvement féministe, que l'on a découvert très divisé et avec de fortes animosités.

La stratégie proposée repose sur l'objectif que chaque organisation s'engage dans le refus de la participation de Nemesis et Nous Vivrons,

et que cela se concrétise de façon visible lors de la manifestation. On a donc proposé que les organisations arrêtent leur cortège - empêchant ainsi la manifestation de démarrer - tant que les 2 groupes seraient présents.

En menant les discussions, on s'est rendues compte qu'on n'était pas les seules à réfléchir à avoir une réaction, cette préoccupation était largement posée au sein du mouvement féministe qui est confronté depuis des années à des débats sur la place des luttes antiracistes et anticolonialistes dans le féminisme. Par contre, on s'est rendues compte également que la réponse dominante était purement technique, avec l'idée de mandater un service d'ordre dédié.

En rendant notre appel public, pour en faire un enjeu politique pour toutes les manifestant-es, il nous a ainsi été reproché de faire de la pub à Nemesis et Nous Vivrons qui n'avaient pas encore annoncé leur participation, d'invisibiliser les revendications féministes, de mettre en danger les participant-es, de briser l'unité des organisations, de proposer une riposte collective impossible à mettre en œuvre. Bref, de proposer une stratégie contradictoire avec celle qui se dessinait au départ. Cela révélait en fait la difficulté du cadre unitaire à assumer ce positionnement.

Malgré les attaques parfois assez dures contre nous, on a réussi à faire que ce texte soit diffusé partout, en persévérant dans la démarche d'aller dans tous les cadres de discussion liés à la préparation de la manifestation. Certains collectifs ont organisé des réunions alternatives pour préparer la réaction à la présence des sionistes et des fascistes. Nous y sommes également allées, mais en gardant la volonté de nous adresser à l'ensemble du cadre organisateur.

Le jour J

Il y a eu beaucoup de couacs d'organisation qui méritent d'être discutés, des échanges chaotiques et les désaccords en amont sont réapparus faute de cohésion suffisante, mais le bilan est extrêmement positif. Le SO unitaire a bloqué l'entrée de la Place de la République à Nemesis et Nous Vivrons, le temps que tous les cortèges s'engagent. Puis, pendant plus de 5h, la majorité des cortèges était à l'arrêt puisque la police a permis que Nemesis et Nous Vivrons s'engagent sur la place. A l'arrière, des lignes de militant-es de différentes organisations et de différentes mouvances politiques se sont constituées pour tenir à distance les cortèges et faire face aux charges de la police. Cela représentait sans doute des milliers de personnes au début. Les cortèges présents en tête de la manifestation, ceux des organisations féministes signataires de l'appel du CNDF (Collectif national pour les droits des femmes), sont les premiers à avoir mis fin à cette action coordonnée. Et la communication à l'ensemble des manifestant-es de la situation a été une préoccupation qui n'a pas suffisamment été prise en charge. Enfin, la communication post-manifestation de certaines organisations mentionne uniquement Nemesis, montrant la difficulté à assumer d'avoir également exclu Nous Vivrons.

La manifestation du 7 mars, organisée notamment par l'AG féministe Paris-Banlieue, a joué un rôle très important. C'est le collectif féministe qui a été le plus réceptif à notre appel. Il nous a proposé de construire la manifestation du 7 mars ensemble, autour de mots d'ordre antiracistes et anticolonialistes. Nous avons repris cette proposition en faisant connaître cette manifestation et en organisant un cortège autour des femmes résistantes palestiniennes. Les réactions n'ont pas tardé : attaques sur les réseaux sociaux, sionistes et fascistes transformés en lanceurs d'alerte qui interpellent l'État, Nunez - le Préfet de Paris - qui exige des organisatrices de se désolidariser d'Urgence Palestine et Samidoun pour autoriser la manifestation, manifestation interdite, référé libertés

devant le tribunal administratif, manifestation autorisée 25 minutes avant ! Les organisatrices de la manifestation ne se sont jamais

désolidarisées d'Urgence Palestine ou Samidoun. Nunez a présenté la manifestation du 7 mars comme une préparation du 8 mars, une convergence des luttes féministes et anticolonialistes pour virer les fémonationalistes. De notre côté, nous sommes allées demander à toutes les organisations présentes à la manifestation du lendemain de nous soutenir face à l'interdiction, ce qui a contribué à poursuivre les discussions sur la situation politique et la nécessité de faire front. 130 organisations et personnalités ont alors signé un communiqué qui reprend les arguments du texte du 8 mars.



Quelles suites ?

Première étape dans la construction d'un front féministe antisioniste, le travail est encore long pour s'opposer à ces groupes, pour affirmer des positions résolument antisionistes et anticolonialistes dans le mouvement féministe. Mais d'ores et déjà, des collectifs se sont donnés rendez-vous pour préparer ensemble la manifestation du 23 novembre.

DES MILITANTES D'A2C PARIS ET D'URGENCE PALESTINE

TRUMP II

CONTINUITÉ OU RUPTURE?

Le 6 janvier 2021, des dizaines de milliers de nazillons envahissent le capitole. Donald Trump, alors Président des États-Unis et candidat, vient de perdre sa seconde élection.

Depuis... Les peuples colonisés, si ce n'est martyrisés, ont pu jouir de l'alternative... Joe Biden : soutien actif, militaire et financier du génocide en Palestine,

implication dans une guerre de haute intensité et menée par procuration du sang ukrainien contre l'impérialisme Russe...

Alors, de quoi Trump 2 est-il le nom ? De nombreuses discussions ont été abordées récemment dans les antennes locales d'A2C afin de comprendre ce qu'implique l'arrivée de Trump au pouvoir.

Deux points de vue sont ici mis en débat. La politique impérialiste de Trump est-elle en continuité des réponses apportées par la classe dirigeante américaine ? Implique-t-elle au contraire d'être reconsidérée en raison de ce qui pourrait s'apparenter à une victoire électorale du fascisme ?



L'IMPÉRIALISME US SOUS TRUMP

L'élection de Trump aux États-Unis marque un tournant géopolitique et stratégique majeur. Un des aspects les plus éclatants en est la façon dont Trump promeut une politique impérialiste brutale pour les États-Unis, faite de menaces économiques, de retournement d'alliances historiques, voire de menaces de conquête pure et dure.

L'objectif de cet article est triple :

- rappeler les déterminants économiques de ce bouleversement stratégique ;
- analyser ce qu'il contient de continuité et de rupture par rapport à la période précédente ;
- anticiper les arguments qui vont se développer dans notre classe et la manière de les contrer.

Les racines économiques de l'inflation

Dans le capitalisme, l'économie ne permet pas de tout expliquer ni de tout comprendre, mais rien ne peut être expliqué sans avoir en tête la toile de fond économique sur laquelle se fait la politique.

Pour comprendre le phénomène Trump et ses conséquences sur l'impérialisme, il nous faut remonter à la crise financière de 2008. Lors de cette crise, la phase néolibérale du mode de production capitaliste a entamé son agonie. En effet, la doctrine néolibérale stipulait que la marchandisation croissante de l'économie et sa dérégulation devaient à la fois apporter la paix entre les peuples et la stabilité économique du système. Par exemple, le prix Nobel d'économie Robert Lucas, pilier de la contre-révolution néolibérale, expliquait ouvertement en 2003 :

« *Le problème central de la prévention des dépressions a été résolu dans toutes ses dimensions pratiques et l'a été pour plusieurs décennies.* »

Or, la crise de 2008 a tiré une première balle dans le cœur de ces croyances. En effet, ni la marchandisation à outrance ni la dérégulation ne sont en mesure d'empêcher les crises du système capitaliste. En réalité, la phase du néolibéralisme a simplement réussi à stabiliser les taux de profit. Ce taux, qui était de 10 % sur la période 1950–1967, a chuté à 7 % entre 1968 et 1980, et s'est maintenu autour de cette valeur jusqu'en 2008.

Cette stabilisation des taux de profit moyens a notamment été rendue possible grâce à la transformation des masses paysannes chinoises en ouvriers et ouvrières industrielles. L'achèvement de ce processus a eu deux conséquences importantes : la reprise de la baisse tendancielle du taux de profit, et l'avènement de la Chine comme première puissance industrielle du monde. En 2018, la Chine représentait 28 % de la production industrielle mondiale, contre 16 % pour les États-Unis.

Par ailleurs, cette crise n'a été surmontée que par l'intervention directe des États dans le système économique. En Chine, cela s'est traduit par des politiques massives d'investissement. Dans les pays de l'Ouest, les pays dits développés ont mené des politiques de rachat des dettes pourries par leurs banques centrales. S'en est suivie la prolifération d'entreprises zombies, à peine rentables et prêtes à mourir au premier choc.

Enfin, les trusts capitalistes et leurs États nationaux ont eu recours à l'utilisation de taux d'intérêt historiquement faibles pour réaliser des opérations de fusions-acquisitions à un rythme deux fois plus soutenu qu'avant la crise, engendrant des groupes monopolistiques gigantesques.

Le coup de grâce de ce mode de production a été la crise du COVID. Là encore, face à la pénurie de masques et de matériel, ce n'est pas la soi-disant

En 2018, la Chine représentait 28 % de la production industrielle mondiale, contre 16 % pour les États-Unis.

efficacité des marchés qu'on a vue se déployer pour résoudre ces problèmes, mais bien l'intervention directe des États et de leurs forces de police pour aller réquisitionner et voler les masques sur les tarmacs d'aéroports.

Par ailleurs, les États ont encore injecté des tonnes d'argent dans l'économie, ce qui a de nouveau fait exploser le nombre d'entreprises zombies – et donc de surcapacités productives – et de monopoles. À ce propos, la crise inflationniste a notamment été créée par ces groupes monopolistiques qui ont augmenté leurs prix sans craindre de se faire piquer des parts de marché par la concurrence.

L'impérialisme américain face à la concurrence chinoise

Finalement, la situation économique au moment de l'élection de Trump est caractérisée par :

- des taux de profit historiquement bas
- des surcapacités productives gigantesques.

Ces deux éléments, ensemble, rendent inévitables des faillites d'entreprises en très grand nombre. Reste à savoir où ces faillites vont se produire et qui va payer l'essentiel de cette crise. Normalement, seules

les capacités productives les plus importantes et les plus modernes devraient résister à cette "purge" – c'est-à-dire principalement les entreprises chinoises.

Cependant, les choses sont plus complexes à l'heure actuelle, car si la Chine est incontestablement la plus grande puissance industrielle, les États-Unis restent la plus grande puissance politique et militaire. Les États-Unis sont donc en mesure de combattre, par les armes et par leur capacité d'influence, un processus économique qui évolue en leur défaveur.

La seule solution encore actionnable par l'administration Trump est celle des droits de douane tous azimuts, censés renchérir les importations aux États-Unis.





C'est d'ailleurs dans ce cadre qu'il faut interpréter la folie spéculative autour des entreprises travaillant sur l'IA. En effet, la principale promesse – rien ne dit qu'elle soit réaliste – de cette technologie est une hausse spectaculaire de la productivité du travail, soit la possibilité pour le pays qui développera les meilleurs outils dans le domaine de posséder l'outil industriel le plus avancé, le plus productif, et donc de ne pas subir la destruction des surcapacités.

Dans le même temps, comme la guerre en Ukraine et le génocide à Gaza l'ont montré, l'IA va devenir incontournable sur le champ de bataille.

La guerre commerciale et les droits de douane

Mais, comme l'a souligné J.D. Vance, la puissance militaire découle de la puissance industrielle. Par conséquent, sans réindustrialisation massive des États-Unis, la Chine deviendra également, à moyen terme, la première puissance militaire. Or, le principal moteur du changement de doctrine sur les droits de douane aux États-Unis est précisément la volonté de réindustrialiser.

Enclencher un processus de réindustrialisation – c'est-à-dire créer de nouveaux moyens de production – dans un contexte global de surproduction industrielle, nécessite de rendre les investissements aux États-Unis encore plus favorables pour les capitalistes qu'ils ne le sont déjà, ce qui n'est pas peu dire dans un État quasiment dépourvu de tout mécanisme de solidarité.

il y a fort à parier que ces droits de douane ne permettront pas aux États-Unis de rester la seule puissance hégémonique

Une des alternatives serait d'affaiblir le dollar face aux autres devises afin de rendre les exportations américaines moins chères à l'international.

Mais la dette abyssale des États-Unis n'est soutenable que parce que le dollar est une valeur refuge, stable, prisée par le monde entier. Si le dollar venait à être dévalué, la demande internationale en monnaie états-unienne pourrait diminuer, les bons du Trésor pourraient ne pas trouver preneur, et les États-Unis faire défaut sur leur dette – ce qui serait un cataclysme économique sans précédent en période de (relative) paix.

Finalement, la seule solution encore actionnable par l'administration Trump est celle des droits de douane tous azimuts, censés renchérir les importations aux États-Unis.

Les effets de ces droits de douane sur la réindustrialisation sont très incertains : cela pourrait simplement nourrir un phénomène inflationniste, déjà difficilement supportable par une grande partie de la population, avant même que la première usine soit construite, ou encore entraîner des pénuries de différents matériels.

Par conséquent, il y a fort à parier que non seulement ces droits de douane ne permettront pas aux États-Unis de rester la seule puissance hégémonique, mais qu'ils risquent de créer une nouvelle crise économique qui viendra s'ajouter à toutes les autres.

Le capitalisme est dans une phase de crise avancée, c'est-à-dire dans une phase où toutes ses contradictions sont en tension, et dans laquelle plus aucun levier entre les mains des classes dirigeantes ne peut être actionné sans ajouter de la crise à la crise.

Aussi, dépasser le capitalisme est une urgence vitale, et l'alternative entre « socialisme ou barbarie », posée par Rosa Luxemburg, est plus que jamais d'actualité.



PAUL (PARIS 18ÈME)

LE TRUMPISME UN MOUVEMENT FASCISTE

«Les mouvements petits bourgeois ne deviennent fascistes que lorsqu'ils apparaissent à un stade précis de la lutte de classe et y jouent un rôle spécifique. Ce rôle n'est pas seulement de mobiliser la petite bourgeoisie, mais d'exploiter l'amertume qu'elle éprouve face à ce que la crise aiguë du système lui fait subir et de la transformer en bandes de brutes prêtes à servir le capital dans son entreprise de destruction des organisations ouvrières.»

(Le Prophète et le Prolétariat, Chris Harman, 1994).

De nombreux débats à gauche ont porté sur la caractérisation de Donald Trump. Le problème est de savoir si le Trumpisme est fasciste ou non car c'est de cela que découlent les rythmes de généralisation de la barbarie. Pour la classe ouvrière américaine, c'est de ses capacités même de lutte et de résistance dont il est question.

Nous mettons en débat ici deux positions : la première consiste à penser que la victoire de Donald Trump serait le résultat d'une option prise par les trusts capitalistes financiers ou du secteur de la technologie de pointe, que la crise pousserait à désirer un pouvoir plus autoritaire, raciste et nationaliste. En reprenant à son compte la théorie de la fascisation, cette caractérisation de la victoire de Trump induit que le fascisme serait une réponse endogène dans la panoplie stratégique dont la bourgeoisie dispose en période de crise.

La seconde caractérisation ici débattue se fonde sur une vision plus restreinte du fascisme - en reprenant à raison la théorie du fascisme historique - elle dénie au Trumpisme un caractère fasciste. Nos camarades de Marx 21 US déclarent par exemple en décembre 2024 : «Ce ne sera pas une administration républicaine conventionnelle, mais nous ne vivons pas non plus sous le fascisme.»¹

Le Trumpisme est un mouvement de la petite-bourgeoisie

La base sociale qui a favorisé son accès au pouvoir est la petite bourgeoisie. Il a souvent été mis en avant que les 3 millions de

voix supplémentaires gagnées par Donald Trump en 2024 étaient issues des travailleur-euses sans diplôme et habitant les États de la Rust Belt, autrement dit, des États ravagés par le chômage et la désindustrialisation. Des franges de la classe ouvrière des USA ont basculé vers le vote Trump. Cependant, Trump a été élu avec moins d'un tiers de la population exploitée des USA.

C'est du côté de la petite bourgeoisie qu'a surgi le sursaut et la seconde victoire Trumpiste

C'est du côté de la petite bourgeoisie qu'a surgi le sursaut et la seconde victoire Trumpiste. Le niveau de diplôme est souvent utilisé par les analystes comme baromètre pour décrypter l'électorat de Trump. Cette donnée pose un biais si on cherche à analyser le succès de Trump sur une base de classe.



La moitié des chef-fes d'entreprise aux États-Unis ne sont pas diplômé-es de l'enseignement supérieur, en particulier les petit-es entrepreneur-euses – la base petite-bourgeoise classique du fascisme – et la base MAGA de Trump.

Trump a remporté la majorité des voix chez les électeur-ices gagnant moins de 50 000 dollars par an. Une analyse du *Financial Times* a révélé que, pour la première fois, les démocrates et la candidate K. Harris ont reçu davantage de soutien de la part des électeur-ices du tiers supérieur de la tranche de revenus que de ceux du tiers moyen ou inférieur. Cela devrait suffire à attester d'une rupture essentielle : Trump n'était en rien le candidat des financiers de Wall Street ou de la majorité des grands capitalistes. Il a gagné les élections en convaincant une large diversité de la petite-bourgeoisie américaine de l'option ultra nationaliste et raciste de sa politique.

Pour arriver au pouvoir les fascistes doivent avoir une force extérieure à celle de la bourgeoisie traditionnelle, et en même temps ils doivent composer avec les règles de la droite capitaliste classique.

Le Trumpisme consiste à mettre en mouvement la petite bourgeoisie



Un événement fondamental peut permettre de différencier le premier mandat de Trump du second : l'attaque du Capitole le 6 janvier 2021 par des dizaines de milliers de nervis de la haine raciste, masculinistes et complotistes, de la petite bourgeoisie américaine. R. Paxton, historien du fascisme et du régime de Vichy déclare suite à cela : «L'incitation de Trump à envahir le Capitole le 6 janvier 2020 dissipe mon objection à l'étiquette de fasciste».

Et pour cause, durant les 4 années suivant cette attaque, ces forces n'ont cessé de prendre de l'importance au sein du mouvement MAGA. Les nervis qui se sont attaqués au Capitole sont largement influencés par Banon ou Duke. Ces miliciens sont organisés parmi les Proud Boys, au Ku Klux Klan ou dans des milices de ranchers au Texas.

Ces forces politiques ont des origines diverses, des rythmes de développement inégaux et leur influence reste assez faible sur un territoire aussi vaste que les USA. Elles incarnent l'expression d'une haine raciste contre l'ennemi intérieur qui causerait une déchéance de la nation. La stratégie demeure la mise en mouvement de forces armées qui commettent des crimes racistes, parquent dans les rues, se réfèrent explicitement tantôt au nazisme, tantôt aux dignitaires ségrégationnistes des USA.

Avant la construction du mouvement MAGA elles n'étaient pas unifiées, sans chef capable de les unir à des objectifs politiques permettant de faire "corps". Avant la construction du mouvement MAGA, ces organisations fascistes peinaient à sortir de la marginalité.

Suite à l'attaque du Capitole, et à l'investiture de la candidature démocrate incarnée par Joe Biden en 2021, le mouvement MAGA s'est replié sur ces milices fascistes, et pour beaucoup armées. Et ce, parce que c'étaient les forces les plus à même de résister à l'adversité que tentait de lui imposer Joe Biden.

Les saluts nazis des porte-paroles de Donald Trump, ou les grâces judiciaires de leaders des Proud Boys comme Enrique Tarrio, ne sont pas

des gestes incontrôlés, ou liés à une précipitation causée par l'instant. Ils reflètent la nécessité pour la direction du mouvement MAGA de donner une légitimité à son aile la plus marginalisée, à savoir ses milices armées et criminelles.

Indépendamment des franges les plus marginalisées du mouvement MAGA, Trump n'a pas simplement conquis le pouvoir par les cadres traditionnels du Parti Républicain. Par le mouvement MAGA ou Trump Vance, il a mené une politique au cœur de la petite bourgeoisie. Pour cela, Donald Trump a organisé des Rallyes, des meetings en plein air, parfois mouvants, et ce, sans discontinuer depuis près de 10 ans, le premier ayant été organisé dans la foulée du lancement de sa campagne présidentielle, en 2015. Il a continué à en tenir régulièrement pendant sa présidence (2016-2020), après sa défaite face à Joe Biden en 2020 et pendant la campagne de 2024.

Trump n'a donc pas gagné une victoire électorale classique du Parti Républicain. Des organisations traditionnelles du fascisme ont pu occuper une place aussi inédite que prépondérante dans la victoire électorale. Aujourd'hui, elles ont leur candidat qui dirige la première puissance impérialiste mondiale.

Tension et contradictions inhérentes à l'arrivée du fascisme au pouvoir

L'accession au pouvoir d'un candidat fasciste n'implique pas nécessairement la généralisation du fascisme au sein de l'ensemble de la société. En grande partie, cette généralisation dépend plutôt du niveau de décantation de la crise et des impératifs des capitaux industriels. Pour arriver au pouvoir les fascistes doivent avoir une force extérieure à celle de la bourgeoisie traditionnelle, et en même temps ils doivent composer avec les règles de la droite capitaliste classique.

C'est cette tension qui a finalement poussé Trump à se distancier de Banon ou de Duke sur la fin de la campagne présidentielle de 2024. Pour arriver au pouvoir, il dû prendre ses distances avec les franges les plus violentes du mouvement MAGA... Autant qu'il a eu besoin de leur soutien pour enrégimenter des forces militantes dans la continuité.

GÂEL (MONTREUIL)

1—« The 2024 US Elections », Décembre 2025, Marx 21 US

2—« Trump et le fascisme historique. Nous devons affronter la réalité ! », John Ganz 24/03/2025

DANS QUELLE CLASSE ES-TU ET POURQUOI C'EST IMPORTANT ?

Dans les milieux militants, il semble être évident de se déclarer anti-capitaliste : le capitalisme provoque les guerres, la misère, la catastrophe écologique, et ses imbrications avec les oppressions racistes et patriarcales ne sont plus à démontrer. Pourtant, peu sont ceux qui partent des mécanismes internes du capital pour en comprendre les conséquences. Ce mode de production nous semble tellement normal, indépassable, qu'on ne prend même pas la peine de chercher à le comprendre.



En premier lieu, le capitalisme est un système économique basé sur le travail salarié et qui tend vers la division de la société en deux classes sociales, c'est-à-dire des personnes qui ont la même place dans le processus de production par rapport à un autre groupe.

D'un côté, la classe capitaliste est la classe dominante, qui acquiert cette domination par l'exploitation de notre classe, en contrôlant les moyens de production. « Classe dominante » n'est pas juste une manière de dire qu'ils sont riches, ça met en lumière le pouvoir qu'ils ont dans la société toute entière, y compris en dehors de leur entreprise. Par exemple, la campagne Stop Arming Israel met en lumière qu'une poignée d'entreprises en France font le choix de vendre des armes, des composants électroniques ou du matériel de surveillance à Israël, qui serviront dans la colonisation et le génocide des Palestiniens. Dans une

société où l'ensemble des rapports sociaux sont capitalistes, les structures étatiques et juridiques n'y échappent pas. La classe dominante s'organise pour maintenir ses profits et légitimer son pouvoir.

Un incontournable retour à l'économie marxiste

Et en face, les marxistes parlent de la classe travailleuse. Est-ce une question de revenu, de culture, d'identité, d'éducation ? Bien sûr, tous ces critères en disent beaucoup sur les conditions de vie et sur les capacités de résistance de notre classe. Par contre, ils sont insuffisants pour comprendre comment fonctionne la société dans son ensemble.

En fait, l'immense majorité de la population, dans toute sa diversité, fait partie de la classe travailleuse. Pour définir cette classe, il faut revenir à

la théorie de la valeur de Marx : dans le capitalisme, il y a des marchandises, qui peuvent être de toutes les formes, du pain au chocolat aux services de soins privés. Ces marchandises peuvent toutes être échangées les unes avec les autres, et ce qui permet de les mesurer ensemble, c'est le temps de travail nécessaire pour les produire (celui passé à créer la marchandise, à produire les matières premières, à transporter la marchandise vers le magasin, à la vendre, etc). Ainsi, la grandeur de valeur d'une marchandise, qui s'exprime par son prix, représente l'ensemble du travail qui a été nécessaire pour produire cette marchandise.

Et dans un système capitaliste, tout est une marchandise, notamment notre force de travail, c'est-à-dire le temps et l'énergie mis à disposition de l'employeur-se pendant nos heures de travail. Donc le patron-ne l'achète tout comme iel achèterait des matières premières ou de l'électricité. La question devient donc « combien coûte cette marchandise ? », car notre force de travail a une valeur, donc un prix, le salaire. Mon salaire est la quantité de travail qui est nécessaire pour reproduire ma force de travail : en gros, le salaire est ce qui sert à financer ce dont j'ai besoin pour être capable de retourner au travail le lendemain : payer mon loyer, à manger, ma carte Navigo et mon abonnement Netflix.

Sauf que, en une journée de travail, nous produisons plus que ce qui est nécessaire à notre survie. Si mon salaire est de 100 euros par jour (= j'ai besoin de 100 euros par jour pour financer la reproduction de ma force de travail), et si je travaille pendant 8 heures, mon employeur-se tirera de mon travail non pas 100, mais environ 150 euros ! Donc je lui rapporte plus que je ne lui coûte.

En France, les données de l'INSEE nous montrent qu'en 2022, sur l'ensemble de la valeur produite par les travailleurs, 65% leur a été reversé en salaire. Au reste, il faut retirer l'amortissement des machines ou le loyer du lieu de travail. Mais à la fin, pour chaque heure que nous travaillons, environ 6% de la valeur produite est accaparé et devient du profit.

Cela a une implication majeure sur la manière dont les inégalités sociales se forment :

certain-e-s sont pauvres non pas malgré la richesse d'autrui : ce serait l'hypothèse – fausse – d'une mauvaise distribution des richesses. Mais certain-e-s sont pauvres et d'autres sont riches parce que ce derniers s'enrichissent sur notre dos. Ce mécanisme n'est pas dépassable sous le capitalisme car il est au cœur de la production du profit : les capitalistes individuellement ne peuvent pas choisir de ne pas exploiter les travailleur-se-s, parce que les différentes entreprises sont en concurrence les unes avec les autres et ne peuvent remporter des parts de marché qu'en proposant plus pour moins cher. Les capitalistes doivent donc faire augmenter la productivité du plus qu'ils peuvent : étirer la durée du travail, augmenter les cadences, utiliser des machines plus performantes, fliquer les

travailleur-se-s... Par exemple, dans les entrepôts Amazon, le travail est distribué à l'aide d'algorithmes. Ce système électronique suit la productivité de chaque individu et Amazon licencie toutes celles et ceux qui ne parviennent pas à atteindre le niveau de productivité attendu, environ 160 colis par heure (en progression de 60% depuis 2019 !). Résultat, un-e salarié-e d'Amazon France sur cinq y est atteint de troubles musculo-squelettiques.

Dans quelle classe es-tu ?

La majorité d'entre nous appartenons au prolétariat, soit parce que nous travaillons pour quelqu'un, soit parce que nous allons bientôt le faire, soit parce que nous l'avons fait dans le passé ou que nous en sommes exclu-e-s mais ne pouvons bénéficier de rentes issues de l'exploitation d'autrui.

L'appartenance de classe ne dépend pas du revenu puisque celui-ci est toujours issu de notre propre travail, de la valeur que nous avons créée pendant notre journée de travail. Les salaires plus élevés sont souvent dus à une forte productivité, des difficultés de recrutement ou des acquis de luttes. La forme juridique salariale importe peu, comme on le voit avec les chauffeur-se-s Uber et autres faux micro-entrepreneur-se-s. Ce n'est pas non plus une question d'identité, de se sentir appartenir à la classe ouvrière : le marxisme est avant tout une théorie pour comprendre les mécanismes à la source de l'exploitation et élaborer des stratégies pour y mettre fin. Quelle que soit notre identité, notre appartenance de classe a un impact sur nos occupations, santé, logement, et sur les capacités de perpétuer ou de se protéger face à une oppression. Une distinction entre le secteur public et le secteur privé est souvent faite : dans un secteur public non marchand (comme l'éducation, la culture, la santé), les travailleur-se-s n'ont pas de patrons : font-ils partie de notre classe ? En effet, personne n'extrait, techniquement, de profit de leur travail.

Par contre, ces travailleur-se-s produisent bien de la valeur en travaillant, puisqu'ils produisent un service qui remplit un besoin et qui est donc financé par l'État. De plus, iels per-

mettent à d'autres personnes de générer du profit, par exemple en formant ou soignant d'autres travailleur-se-s. Par ailleurs, les conditions de travail des fonctionnaires sont souvent similaires à celles des travailleur-se-s du privé, puisque l'État, leur employeur, cherche très logiquement à faire augmenter leur productivité.

Le cas des managers et des flics est intéressant parce qu'il montre que la classe n'est pas une caractéristique figée : certains groupes sociaux ne font pas partie de notre classe, même s'ils produisent de la valeur en travaillant pour quelqu'un d'autre, et même si iels sont précaires, car leur position dans la production est de nous faire travailler, soit en organisant la production et notre travail, soit en réprimant notre résistance.

Cela a une implication majeure sur la manière dont les inégalités sociales se forment : certain-e-s sont pauvres non pas malgré la richesse d'autrui. Mais certain-e-s sont pauvres et d'autres sont riches parce que ce derniers s'enrichissent sur notre dos.

Hétérogénéité de classe

Notre classe n'est pas homogène : elle est constituée de personnes de toutes origines, identités de genre, religions... Mais même si tou-te-s ont le même intérêt à l'amélioration de leurs conditions de vie, certains groupes sont plus avancés que d'autres, avec une conscience de classe plus ou moins affirmée, certaines fractions du prolétariat sont réacs, racistes, sionistes, homophobes, certaines adhèrent aux différents partis bourgeois ou s'y opposent... Ça ne signifie pas qu'on peut militer avec n'importe qui parce qu'on est de la même classe,

au contraire, la lutte se fait avec les personnes ayant la conscience la plus juste de leur position de classe et les plus cohérentes et consistantes quant à leurs actions. Ça veut surtout dire qu'il faut refuser les visions qui fétichisent la classe ouvrière, qui reposent toujours sur une simplification des rapports sociaux et de la lutte des classes.

A quoi ça sert ?

Marx écrivit en 1844 que « les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe, c'est de le transformer. » À A2C, nous militons au quotidien parce que nous tirons de notre analyse du capitalisme des pistes pour le renverser, et si nous affinons nos analyses c'est pour nous permettre de militer de la manière la plus efficace.

Notre classe a non seulement intérêt à ce que ce système soit renversé, mais c'est elle seule qui a la capacité de le faire.

Qui d'autre ?

Certains parlent du peuple, des masses, des « gens », qui tou-te-s ensemble pourraient abattre le capitalisme. Sauf que c'est un peu flou : ces gens, de quelle classe font-ils parti-e-s ? Si cela inclut des capitalistes cela ne peut que nous limiter. Par exemple, les petits patrons ne luttent souvent que parce qu'ils veulent s'enrichir individuellement

et non pour s'opposer au fonctionnement inégalitaire du système. De même, si des prolétaires se mettent en mouvement sans se concevoir comme tels, la lutte ne peut dépasser un certain point et se condamne

à stagner, en témoigne les gilets jaunes, qui ont occupé.e.s la rue et se sont confronté.e.s à la répression d'État en tant que citoyen-e-s ou personnes en colère, mais n'ont pas amené la lutte à l'intérieur des lieux de travail. En fait, ces « masses » peuvent protester, exprimer leur colère, de manière très véhémement. Mais les masses ne peuvent rien construire tant qu'elles ne s'organisent pas en tant que classe pour prendre en charge la société.

Est-ce l'identité ou le vécu qui permet de combattre une oppression ? Être discriminé.e ne donne pas nécessairement le pouvoir de lutter contre le système d'oppression. Par exemple, subir de la transphobie ne donne pas plus de capacité aux trans qu'aux cis pour lutter contre elle.

Par contre, la classe travailleuse a la capacité de renverser le système, contre l'exploitation et toutes les oppressions. Déjà, elle se rebelle. Partout, des mécontentements explosent, des grèves éclatent, les travailleur-se-s se révoltent contre l'exploitation, les conditions de travail, et pour la hausse des salaires. Ils n'ont rien à perdre parce qu'ils n'ont aucun privilège à consolider, parce qu'ils ne possèdent rien. C'est une première différence entre Marx et Engels et ceux qui les ont précédés, qu'on appelait les socialistes utopiques :



Manifestation de la CGT - 1936

ces derniers voyaient les travailleur·se·s comme des victimes à sauver, et Marx et Engels ont vu en eux des acteur·ice·s de leur propre destin.

Par ailleurs, la classe travailleuse est collective et globalisée: l'immense majorité de la population mondiale qui travaille le fait par le biais du travail salarié. On parle de milliards de personnes. En excluant les employeurs étatiques (donc les armées et les services de santé), les 10 entreprises qui emploient le plus de personnes dans le monde emploient près de 10 millions de personnes, et encore c'est sans compter la sous-traitance. Le plus gros employeur, Walmart, emploie plus de 2 millions de personnes, autant de gens qui ont tout·te·s le même ennemi de classe, Jim Walton. Rien qu'en France, les 243 plus grosses entreprises emploient un tiers de la population active. Ainsi, chaque marchandise a été produite par le biais du travail de milliers voire des centaines de milliers de personnes, dans le processus d'extraction des matières premières, de fabrication d'objets, du transport, de la vente etc.

Le caractère collectif, c'est aussi sur le même lieu de travail : pour travailler, et pour résister, nous sommes obligé·e·s de collaborer avec nos collègues. La résistance prend nécessairement une forme collective, parce qu'il ne peut y avoir aucun espoir d'affranchissement à l'échelle individuelle.

Et surtout, les travailleur·se·s, en tant que classe, font tourner la société. Cela nous donne un pouvoir immense, à la fois de refuser de travailler tant qu'on obtient pas gain de cause, mais aussi d'utiliser notre position stratégique dans la production pour lutter : c'est cela qui se passe quand la CGT Énergie coupe l'électricité de sièges d'entreprises ou à des élus ; c'est ce qui se passe quand des travailleur·se·s hommes et femmes se mettent en grève pour l'obtention de congés menstruels. Et justement, en s'organisant, les travailleur·se·s donnent à voir à quoi ressemblerait une société sans patrons, une société dans laquelle à toutes les échelles, les décisions sont prises par toutes et tous.

À plus grande échelle, comment parler du pouvoir de la classe ouvrière sans évoquer la révolution russe de 1917 ? Le 8 mars 1917, jour de lutte pour les droits des travailleuses, des grèves éclatent en Russie dans les centres ouvriers, qui prennent rapidement une très large ampleur, en Russie et en Europe. La révolution russe met fin à une guerre mondiale dévastatrice, rend l'avortement et l'homosexualité légales pour la première fois dans l'histoire, montrant également la nécessité d'un parti révolutionnaire pour organiser les travailleur·se·s les plus déterminé·e·s.

La classe travailleuse s'y est organisée en soviets, le mot russe pour « conseil » : en pratique, les travailleur·se·s en grève dans chaque usine envoyaient des délégués au soviet de la

En s'organisant, les travailleur·se·s donnent à voir à quoi ressemblerait une société sans patrons, une société dans laquelle à toutes les échelles, les décisions sont prises par toutes et tous.

ville qui s'agrandissait chaque jour, au fur et à mesure que de nouvelles usines étaient en grève. Les soviets, à Petrograd en particulier, ont rapidement

représenté le pouvoir ouvrier, au point de renverser en quelques jours le Tsar dont la dynastie était au pouvoir depuis des siècles, et quelques mois plus tard le gouvernement bourgeois de Kerenski qui l'avait remplacé. Les travailleur·se·s se sont organisé·e·s entre eux pour prendre des décisions démocratiques, organiser la vie quotidienne, arrêter la guerre et gérer la production. Dans certaines usines, la direction a été licenciée par les ouvriers qui s'en emparaient pour la gérer eux-même. A l'échelle du plus vaste pays du monde et pendant plusieurs années, avant la contre-révolution stalinienne, cette révolution a montré que quand les travailleur·se·s agissent en tant que classe, pour eux même et contre la classe dominante : iels peuvent tout transformer.

À A2C, quand on parle de renverser le capitalisme, c'est cela que nous avons en tête : quand les travailleur·se·s agissent en tant que classe, iels sont en capacité de s'emparer de tout ce qui permet de

faire tourner la société : entreprises, industries, internet etc. Et en construisant notre propre société sur les ruines de l'actuelle, ce seront les classes

sociales elles-mêmes qui disparaîtront.

VICTOR MICHEL (STRASBOURG)

L'analyse marxiste selon laquelle il existe une base matérielle à des intérêts communs à la classe travailleuse pour changer de société suscite de nombreuses débats, tels que :

- les salarié·es collaborent à la société capitaliste en allant travailler, une critique conséquente de l'exploitation doit plutôt amener à désertier.
- les couches de salarié·es privilégié·es ont trop de confort pour se mobiliser
- les salarié·es qui travaillent dans des secteurs néfastes socialement (tels que l'armement) n'ont pas d'intérêts communs avec les autres
- les salarié·es des pays du Nord profitent de l'exploitation de ceux du Sud,
- les oppressions ne se réduisent pas à un rapport d'exploitation mais opèrent au sein de la classe travailleuse, etc.

Nous proposons ci-après quelques contributions à ces débats

DÉSERTER ET CONSTRUIRE DES ALTERNATIVES SERA-T-IL SUFFISANT POUR TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ ET SES STRUCTURES?

Face à la crise environnementale, l'accroissement des inégalités et l'emballement des puissances impérialistes vers une guerre économique et militaire, la tentation de désertir la société pour aller vivre, dès aujourd'hui, dans un squat ou un fond de montagne est forte. Mais est-il possible de s'extraire du monde ? L'émancipation des individus au détriment de l'écrasement de tous les autres est-elle même souhaitable ? Comment passer de l'illusion libératrice de la désertion à l'horizon révolutionnaire d'une lutte collective, de classe, pour transformer profondément l'organisation de notre société ?

Petit colibri face aux capitalistes pyromanes, doit-il résister ou se résigner ?

Nous sommes face à un constat global qui met d'accord une grande partie des personnes qui se disent anti-capitalistes : l'impossibilité de changer

le système de l'intérieur. Ce système capitaliste mondialisé est voué à continuer l'accumulation des richesses de quelques-uns au détriment de l'écrasement d'une majorité : nous. Une trajectoire inflexible de compétition féroce entre capitalistes que l'on appelle, à A2C, la trajectoire du capital.

Face au mur, à l'absence d'horizon révolutionnaire ou à la fatalité du capitalisme, la tentation est donc de désertir, tout quitter - son travail, parfois son lieu de vie - pour cesser de perpétuer le système. Ce qui amène une partie de la population - souvent sans grande pression économique, à fort capital socioculturel et ayant une conscience environnementale - à des reconversions individuelles radicales. Une quête de sens sincère, un espoir d'émancipation individuelle ou communautaire -éco-lieu, Amap, écoles alternatives, etc. - pour reprendre le contrôle sur sa vie, sur ses moyens de subsistance (souvent autour de l'alimentation ou des savoirs-faire artisanaux), avec parfois un appel romantique de retour à la terre, à l'essentiel, à un mode de vie alternatif, plus sobre. Face à la résignation de "lutter contre", de se confronter frontalement aux capitalistes et à l'État, l'objectif de la construction d'alternatives est de s'organiser "pour" quelque chose, pour des changements concrets, pour "montrer l'exemple", "faire sa part" au niveau local et ouvrir d'autres imaginaires.

Désertir, saboter, s'auto-gérer ?

Les milieux autonomes sont aussi des milieux où il y a une forte adhésion à la désertion. Pourtant, les autonomes ou "totos" - personnes fortement traversées par la volonté d'autogestion, qui ont choisi la précarité du RSA, s'organisent souvent en bandes affinitaires avec des modes d'actions directes - ne cherchent pas forcément à construire l'alternative mais plutôt à détruire, démanteler les structures matérielles qui organisent notre exploitation (saboter les entreprises, casser les vitres des boîtes d'intérim, ouvrir des squats...). Pour eux, travailler sous le capitalisme serait alors collaborer avec lui.

Multiplier les alternatives et le capitalisme s'effondrera

Ces deux profils de déserteur·euses ne formulent pas forcément leur projet politique de la même manière mais portent au final des hypothèses politiques assez similaires. Leur stratégie repose sur désertir individuellement et s'organiser en collectifs autogérés. Construire des alternatives à l'échelle d'une communauté serait une fin en soi, il ne s'agit pas de s'élargir au maximum, de grossir et de les généraliser à l'échelle d'une société : ce qui revient, alors, à une forme de lutte individuelle. Et quand bien même leur diffusion et leur multiplication est un horizon souhaité, il est projeté qu'elle se

LIMITE DE LA ZONE DE TRAVAIL
NE PAS FRANCHIR.

ferait d'elle-même, une fois avoir montré qu'elles fonctionnent sur un territoire donné.

Discours que l'on retrouve dans la fable du colibri : ce petit oiseau qui, face à l'incendie dévorant la forêt, verse goutte après goutte de l'eau sur le brasier, faisant sa part, montrant l'exemple, dans l'espoir que tous-tes s'y mettent afin de l'éteindre... Produit de l'idéologie libérale, cette manière de penser l'émancipation individuelle ou communautaire fait porter la responsabilité de la transformation de la société sur les individus. Comme pour les "consomm'acteur-ices", qui face au consumérisme et la crise climatique se voient porter la responsabilité individuelle d'acheter ou non des biens et services.

L'alternativisme, le localisme et autres formes d'écologie relativement libérales sont d'ailleurs très bien absorbés par les capitalistes car ils ne posent pas la question du pouvoir et du rapport de force en dehors de la communauté. Certaines alternatives servent même de caution à l'organisation en place : on entend parfois « si la société est aujourd'hui capitaliste c'est parce que la majorité des gens veulent ce système, sinon iels auraient déserté et seraient partis vivre dans ces "îlots communistes" ».

Ainsi, dans l'alternativisme la révolution (...) a déjà commencé dans le panier bio du mardi ou la vitrine de banque taguée.

chacun-e d'entre nous, elle s'élève et se vitalise par la lutte et la mise en mouvement, elle s'organise collectivement dans nos lieux de travail (et non en les désertant), dans nos quartiers et dans nos associations et elle se gagne par la confiance en notre pouvoir d'agir ensemble contre les capitalistes pyromanes et les États marchands de cendres qui nous agitent en colibris.

MAXIM (A2C RENNES ET MILITANT DE CAMPAGNES OUVERTES ET SOLIDAIRES)

PROFITONS-NOUS DE L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEUR-EUSES DU SUD ?

De l'illusion libérale de la désertion à la révolution : l'autonomie de classe

Si, dans les faits, un-e militant-e révolutionnaire pour la lutte des classes et un-e militant-e alternatif-ve peuvent avoir des modes de vie (matériels) très proches, leur différence est dans la stratégie à long terme et la pratique militante qui en découle. Ce sont deux visions de l'autonomie : l'une plutôt matérielle, de quelques un-es ou d'une petite communauté, l'autre une autonomie de classe, plutôt au sens politique, comme capacité à organiser en tant que classe la société dans son ensemble.

Ainsi dans l'alternativisme la révolution n'est plus à penser, à définir et à préparer vu qu'elle a déjà commencé dans le panier bio du mardi ou la vitrine de banque taguée. Il suffirait de posséder son outil de production ou de s'extraire, faire sécession et saboter les espaces qui organisent le travail pour s'affranchir des structures qui organisent le capitalisme et mettre mécaniquement fin au rapport social de domination structurelle qu'est l'exploitation.

Quant à la stratégie de la lutte de classe, celle d'une émancipation collective par et pour nous-même, elle passe par la construction d'un rapport de force : l'organisation de la classe des travailleur-euses face à la bourgeoisie. Prendre conscience de la force de notre classe, en se disant que malgré notre hétérogénéité (de revenus, d'identités...) et nos contradictions, le capitalisme n'est pas une fatalité, que nous sommes des millions et des milliards sur Terre à avoir un seul et même intérêt commun : celui d'en finir avec la domination qui nous écrase et les oppressions qui nous divisent. Cette conscience de classe est dans

Le problème de l'exploitation du Sud global par les centres impérialistes est un chantier politique et théorique que nous avons entamé à A2C. Nous proposons ici deux introductions sur le sujet qui s'appuient sur nos boussoles, la perspective de l'autonomie de classe, la centralité de la lutte antiraciste et internationaliste et l'analyse de la trajectoire du Capital. Cette question de l'intérêt matériel des travailleur-ses du Nord à l'exploitation des travailleur-ses du Sud a des conséquences stratégiques majeures, en particulier quant à la possibilité de mener des luttes communes par delà les frontières et de s'opposer à notre impérialisme sur le sol français. Et bien qu'il soit indéniable que les États occidentaux se sont construits sur la colonisation du Sud global, Amérique latine, Afrique et Asie, et que les conditions de vie au Nord sont meilleures à bien des égards que celles au Sud, des revenus aujourd'hui plus élevés dans les centres impérialistes n'impliquent pas nécessairement une participation à l'exploitation ou un intérêt à sa poursuite.

La première introduction de Meriem et Vanina fut enregistrée lors d'un week-end d'A2C à Paris en mars 2025. Dans un premier temps, Meriem revient sur l'histoire du capitalisme et son émergence à l'époque des premières expansions coloniales, puis Vanina élabore une critique de la notion d'aristocratie ouvrière de Lénine et des théories de la dépendance.

L'introduction réalisée par Dani lors d'un week-end d'A2C à Marseille en mars 2025 se concentre sur le courant marxiste de la théorie de la dépendance qui apparaît au Brésil. Ce courant cherche à montrer que les rapports Nord-Sud sont dûs à

une collaboration entre les bourgeoisies du centre et des périphéries. La conclusion stratégique reste toujours l'autonomie de notre classe et l'unité des travailleur·euses du monde entier contre les classes dominantes.



La «cadratisation» est une tendance généralisée dans la haute technologie : il faut de plus en plus d'ingénieur·es pour produire. Malgré leurs salaires un peu plus élevés que les non-cadres, iels subissent des conditions dégradées et ce sont des travailleur·es exploité·es au même titre que les autres.

Par contre, une minorité des cadres organise la production et discipline la main d'oeuvre pour le compte de la bourgeoisie : elle ne fait donc pas partie de notre classe.

Diviser les cadres pour unir la classe

Traditionnellement, la CGT organise surtout les ouvrier·es et technicien·nes, qui constituent le gros des effectifs des grévistes dans l'aéronautique.

La plupart des jeunes ingénieur·es viennent de milieux confortables mais se rendent compte que leurs conditions de travail et de vie seront moins favorables que leurs parents, et peuvent être influencé·es par les mouvements féministes, antiracistes et écolos de ces dernières années.

La CGT locale perçoit la nouvelle réalité. Sans faire de compromis sur les principes, il faut faire preuve de pédagogie en s'adressant à ces travailleur·e.s qui ne connaissent pas les codes traditionnels du mouvement ouvrier.

Alors on appuie systématiquement sur ce qui peut unir les cadres exploité·es aux non-cadres, pour faire comprendre aux deux catégories qu'elles appartiennent à la même classe. Le travail finit par payer : de plus en plus de jeunes ingénieur·es débrayent pour la première fois avec les ouvrier·e.s et technicien·nes. Ce sont des grèves courtes mais actives : on se lève du bureau ou de l'atelier et on va au rassemblement, avec pourquoi pas un petit tour du site pour faire débrayer plus de collègues. On choisit son camp, on s'affiche devant ses collègues et son patron. Le quart des effectifs participe activement au mouvement.

La CFE-CGC, syndicat des cadres, est marginalisée : c'est contre ses deux piliers – l'unité entre tous les cadres, des ingés au top managers, et la docilité envers la direction – que se mobilise une partie des cadres.

La CGT branche au moment d'escalader

Les négociations avec la direction s'enlisent mais le mouvement continue de grandir : une escalade s'impose, elle est possible. Il faut passer à la grève reconductible avec piquet. Mais c'est là que les militant·es CGT se mettent à douter : ok, les «ingés» nous ont suivi sur les débrayages, mais sur une grève ouverte ? Ok, les «gars de l'usine» nous poussent à bloquer le site, mais on les connaît, ce sont des grandes gueules.

C'est ainsi que la CGT, qui était la locomotive du mouvement, finit par le laisser s'arrêter. La défaite a un goût amer car les possibilités ouvertes par la lutte n'ont pas été exploitées.



VERS LA «CLASSE POUR SOI» : RETOUR SUR UN MOUVEMENT DE GRÈVE DANS L'AÉRONAUTIQUE

La conscience de classe est le plus souvent présentée comme une chose binaire : on l'a ou on ne l'a pas. La réalité est beaucoup plus complexe et heureusement, beaucoup plus dynamique.

Alors, comment une «classe en soi», objectivement constituée par l'exploitation collective qu'elle subit, peut-elle devenir une «classe pour soi», prenant conscience de son intérêt commun et de son pouvoir transformateur ?

Cet article ne prétend pas offrir de réponse toute faite à cette question qui taraude tout.e révolutionnaire ; il vise néanmoins à montrer que dans l'expérience d'une grève, somme toute assez banale, on trouve les débuts d'un processus de transformation.

Avant de passer à l'action, il est nécessaire de planter le décor de cette lutte. Nous parlons d'un site de l'industrie aéronautique en région parisienne employant un petit millier de personnes, réparties entre usine et bureaux d'études. Un peu plus de la moitié des salarié·es sont ouvrier·es et technicien·nes et les autres sont des cadres (ingénieur·es, managers, etc). 90% de la production est pour le marché civil, le reste pour l'armement.

Que reste-t-il de ce rendez-vous manqué ?

Les moments de débrayage sont précieux : on est content-es de se retrouver et des discussions s'engagent entre collègues qui ne se connaissent pas.

On ressent aussi le besoin de généraliser, des discours militants contre le racisme et l'extrême-droite sont très bien reçus. Les jeunes travailleuses qui débrayaient pour la première fois n'hésitent pas à dénoncer les slogans à connotation sexiste.

Il faut le vivre pour le comprendre : après le débrayage, le discours des collègues change.

Il faut le vivre pour comprendre : après le débrayage, le discours des collègues change. On passe de moi à nous, on échange des idées farfelues, on s'approprie la question principale : comment gagner ? Pendant quelques jours, une euphorie nous colle à la peau.

Les discours et la propagande jouent un rôle indéniable, mais seulement comme précurseurs à l'action. Car c'est dans la lutte qu'on a l'ouverture vers la conscience de classe. Comment se donner les moyens, collectivement, de décider de ce qu'on produit et à quelles fins, dans un secteur où production civile et militaire coexistent ?

C'est bien la question centrale qui doit nous faire passer de salarié-e-s aliéné-es de nos collègues et du produit de notre travail, à producteur-es conscient-es de notre place dans la société. Dans un contexte de tensions impérialistes, quand les classes dirigeantes menacent d'entraîner l'humanité dans de nouvelles guerres, l'enjeu n'est pas d'améliorer les conditions dans lesquelles les travailleur-es produisent des armes, mais d'utiliser notre pouvoir pour décider de ce que nous produisons, pour conjurer la catastrophe annoncée.

En ouvrant la discussion avec les travailleur-es sur l'arrêt de la fourniture d'armes à Israël, voire la réorientation de la production vers des applications civiles, des syndicats de l'armement (Thales,

STMicroelectronics, Airbus Defense) font des premiers pas dans la bonne direction. Il est urgent de généraliser ces expériences et de les approfondir en utilisant le levier de la grève qui ouvrirait de nouvelles perspectives (voir « Guerre et industrie d'armement : travailleur-es et syndicats complices ? », p.6 de cette revue)

Il s'agit donc d'avoir des discussions politiques dans les syndicats et avec les syndicats. De mettre l'accent sur l'aspect transformateur de la lutte. De comprendre que ceux qui ont goûté à leur premier débrayage ne sont plus les mêmes. Et qu'ils pourraient bien vouloir aller plus loin...

JAD BOUHAROUN (A2C 18E)

APPEL À CONTRIBUTION

Une expérience locale que vous trouvez enthousiasmante ? Une idée pour changer le monde ? Une incompréhension ou des éléments de débat avec l'un de nos articles ? N'hésitez plus, à votre plume et contribuez !

**SI VOUS AVEZ LA MOINDRE QUESTION :
CONTACTEZ-NOUS !**

PAR MAIL ✉ A2C@RISEUP.NET

SUR NOTRE SITE 🌐 AUTONOMIEDECLASSE.ORG

SUR NOS RÉSEAUX SOCIAUX

📘 A2C - POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE

📷 A2C.AUTONOMIEDECLASSE



28-29 JUIN 2025 | PARIS



BOUSSOLES

CAP SUR L'AUTONOMIE DE CLASSE

FESTIVAL DE DÉBATS RÉVOLUTIONNAIRES

AGECA | 177 RUE DE CHARONNE - PARIS 11^e | M^o ALEXANDRE DUMAS

Deux jours de rencontres, formations et tables rondes pour se former, échanger sur nos expériences de résistance et débattre des boussoles qui nous guident pour tracer un chemin pour gagner ! Que l'on soit militant-e de longue date ou curieux-se d'échanger, débattre et lutter !

CONSTRUIRE UNE STRATÉGIE COMMUNE

Parce que pour construire nos luttes et faire front contre le fascisme, le capitalisme et les oppressions, il nous faut comprendre le système que nous combattons et construire une stratégie : celle de l'autonomie de classe.

Nous pensons que notre émancipation et le renversement du capitalisme ne viendront ni d'élections ni de l'Etat, mais seulement d'un mouvement par en bas et déterminé de notre classe, dans lequel le combat anti-raciste doit être central.

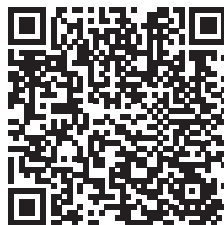
PROGRAMME DÉTAILLÉ À RETROUVER SUR NOTRE SITE

Débats sur les questions anti-impérialistes, féministes, antiracistes, antifascistes, des questions stratégiques autour de la classe, du mouvement de masse, des frontières et bien plus encore !

Infos pratiques

Des départs collectifs seront organisés de Brest, Saint-Brieuc, Rennes, Marseille, Strasbourg et Toulouse. Une garde d'enfants est aussi prévue.

Inscription et infos détaillées en scannant le QR-code ou auprès des militant-e-s d'A2C





AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

A2C regroupe des activistes qui refusent d'être des révolutionnaires sans révolution.

À l'heure de la radicalisation de la trajectoire antisociale, raciste et autoritaire du capital et de ses laquais d'État, à l'heure où la polarisation politique s'accroît, où l'antagonisme s'aiguise entre notre classe et ce vieux monde qui n'en finit pas de pourrir, **nous décidons de nous regrouper pour arrêter de nous sentir impuissant-es et risquer d'être désespéré-es.**

Nous nous regroupons, car, **pas plus qu'à la révolution, nous n'avons renoncé à la politique.** Nous n'avons pas renoncé à faire de la politique dans le mouvement, à nourrir nos expériences de lutte de nos réflexions, à enrichir nos réflexions de nos pratiques dans la lutte des classes.

Nous nous regroupons car **notre analyse de la période nous pousse à être ouvert-es aux possibilités qu'elle ouvre et intransigeant-es face aux dangers dont elle est remplie.** C'est pourquoi nous mettons au cœur de nos activités militantes la lutte contre le fascisme sur la base d'une analyse matérialiste du danger qu'il représente (voir le texte *Le temps est compté. Il y a un danger fasciste*) et les luttes antiracistes et en particulier la lutte contre l'islamophobie, forme actuelle du racisme « respectable », face à laquelle nous ne céderons pas un pouce de terrain (voir le texte *Notre antiracisme*).

Nous nous regroupons autour d'une stratégie qui indique un but politique : l'autonomie de notre classe. Autonomie vis-à-vis de ce monde immonde dont la destruction est notre seul but ; Autonomie vis-à-vis de l'exploitation qui y domine, des oppressions qui s'y développent ; Autonomie de celles et ceux qui luttent, seul-es à même de décider des buts, des formes, des tactiques du mouvement. Autonomie de nos luttes, autonomie dans nos luttes.

L'autonomie n'est pas simplement, pour nous, le meilleur moyen d'obtenir des victoires, elle est aussi un but en soi. Une construction chaque fois recommencée qui permet à celles et ceux qui s'engagent dans la lutte de reconnaître leur pouvoir de changer les choses « sans César ni tribun », d'augmenter leur confiance

en la possibilité de prendre nos affaires en main — seule solution pour conjurer la catastrophe dans laquelle nous plonge le capital et son monde.

L'autonomie de nos luttes contre les oppressions que nous subissons n'est pas la meilleure tactique possible, mais la garantie de pouvoir s'émanciper pleinement, réellement. On s'émancipe par nos luttes autonomes et autogérées. **L'autonomie de et dans nos luttes est la préfiguration du monde qui vient, le monde que nous construirons sur les ruines de celui-ci — un monde où il y aura la place pour tous nos mondes** comme on dit au Chiapas.

Nous nous regroupons par-delà nos origines et expériences diverses, non pas pour ajouter de la division à la division, mais pour, **collectivement, élaborer, proposer, tester dans le mouvement une orientation stratégique fondamentale, contre tous les opportunistes et tous les sectarismes :** la construction, partout, tout le temps, « *by any means necessary* », de ce qui renforce l'autonomie de notre classe.

Nous ne sommes pas une énième fraction de tel ou tel parti — bien qu'une partie d'entre nous a milité au NPA — mais bien une tendance à l'intérieur du mouvement général de contestation de l'ordre établi. **Un « centre politique » qui a vocation à confronter ses élaborations et ses propositions, tant théoriques que pratiques, avec l'ensemble des composantes du mouvement.** Pour nous en donner les moyens nous nous réunissons tous les deux mois pour des formations, des débats, et nous éditons un site, des brochures thématiques et depuis janvier 2022 cette revue — *Les Cahiers d'A2C*, après avoir publié et diffusé quinze numéros d'un bulletin « à vocation régulière » entre 2017 et 2020.

A2C est un processus, ouvert et évolutif, qui sera ce que les militantes et militants qui ont décidé de s'approprier cet outil en feront.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

17

JUIN 2025

ÉDITO :

ABOUBAKAR : AU MOINS 57 RAISONS DE RENVERSER LE SYSTÈME

A2C, PAGES 3-5

COURSE À LA GUERRE...

COMMENT AGIR CONTRE LA GUERRE ET DANS NOTRE CLASSE ?

JAD (PARIS 18E), PAGE 6

JULIETTE ET VINCENT (MARSEILLE), PAGE 6

MATHIEU (PARIS 20E), PAGE 6

APRÈS LES MANIFESTATIONS
DU 22 MARS :

QUELLE STRATÉGIE CONTRE LE RACISME ?

DENIS GODARD (PARIS 20^e), PAGES 7-10

FASCISME EN TENSION

COMPRENDRE ET COMBATTRE LES FASCISTES AVEC GRAMSCI

MANU (ST-BRIEUC), PAGES 11-13

RETOUR SUR LE 7 ET 8 MARS :

VERS LA CONSTRUCTION D'UN FRONT FÉMINISTE ANTISIONISTE ET ANTIFASCISTE ?

DES MILITANTES DE PARIS, PAGES 14-15

EN DÉBAT :

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN SOUS TRUMP

PAUL (PARIS 18E), PAGES 16-18

LE TRUMPISME, UN MOUVEMENT FASCISTE

GAËL (MONTREUIL), PAGES 19-20

EN DOSSIER :

DANS QUELLE CLASSE ES-TU ET POURQUOI C'EST IMPORTANT ?

VICTOR MICHEL (STRASBOURG), PAGES 21-24

DÉSERTER ET CONSTRUIRE DES ALTERNATIVES SERA-T-IL SUFFISANT POUR TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ ET SES STRUCTURES?

MAXIM (RENNES), PAGES 25-26

PROFITONS-NOUS DE L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEUR.EUSE.S DU SUD ?

VANINA ET MERIEM (PARIS 20E), PAGES 26-27

DANI. (TOULOUSE), PAGES 26-27

VERS LA "CLASSE POUR SOI" : RETOUR SUR UN MOUVEMENT DE GRÈVE DANS L'AÉRONAUTIQUE

JAD BOUHAROUN (PARIS 18E), PAGES 27-28

A2C VOUS DONNE RENDEZ- VOUS POUR SON FESTIVAL DE DÉBATS RÉVOLUTIONNAIRES !

A2C, PAGE 29

AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

A2C, PAGE 30

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX CONSEILLÉ 2 EUROS  **A2C@RISEUP.NET**  **A2C - POUR L'AUTONOMIE DE CLASSE**  **A2C.AUTONOMIEDECLASSE**